

CS.99/04/02

OBSERVATOIRE ECONOMIQUE ET STATISTIQUE D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

AFRISTAT

# RAPPORT D'ACTIVITES

**Septembre 1998-août 1999**

**Bamako, septembre 1999**

## Sommaire

LISTE DES ABREVIATIONS .....	3
INTRODUCTION .....	4
1. ACTIVITES D'ORDRE INSTITUTIONNEL DE LA DIRECTION GENERALE .....	6
1.1. Personnel d'AFRISTAT .....	6
1.2. Financement des activités d'AFRISTAT.....	6
1.2.1. Situation des contributions au Fonds AFRISTAT.....	6
1.2.2. Budget de fonctionnement d'AFRISTAT.....	6
1.2.3. Autres financements.....	7
1.3. Réunions statutaires.....	8
1.3.1. 4 <sup>e</sup> réunion du Comité de direction.....	8
1.3.2. Réunions du Conseil des Ministres.....	9
2. ACTIVITES DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL.....	11
2.1. Etat d'avancement de l'élaboration du PROSMIC.....	11
2.2. Atelier des directeurs des INS sur la diffusion et la communication statistiques	12
2.3. Collecte de la documentation et étude sur l'organisation et la gestion des SSN	13
2.4. Mise en place d'un réseau de centres de documentation des INS des pays membres d'AFRISTAT.....	13
2.5. Collecte des données statistiques sur les pays membres et ouverture d'un site Internet d'AFRISTAT.....	13
3. APPUI AUX SYSTEMES STATISTIQUES NATIONAUX.....	15
3.1. Dans le domaine de la comptabilité nationale et des nomenclatures.....	15
3.1.1. Comptabilité nationale.....	15
3.1.2. Nomenclatures.....	19
3.2. Dans le domaine des prix et enquêtes auprès des ménages.....	20
3.2.1. Projet IHPC dans les pays de l'UEMOA.....	20
3.2.2. Projet Prix CEMAC.....	20
3.2.3. Autres projets Prix.....	21
3.3. Dans le domaine des statistiques agricoles.....	22
3.3.1. Atelier FAO/AFRISTAT de formation à la construction et à l'utilisation des bilans disponibilités/utilisations de produits agricoles et alimentaires et des bilans alimentaires.....	22
3.3.2. Assistance à la CEBEVIRHA-UDEAC.....	22
3.3.3. Etude méthodologique sur l'estimation de la production fruitière.....	22
3.4. Secteur informel.....	22
3.5. Activités informatiques.....	23
4. ACTIVITES DE FORMATION.....	25
4.1. Comptabilité nationale.....	25
4.1.1. Séminaire de formation des comptables nationaux d'Afrique de l'Ouest	25
4.1.2. Séminaire d'initiation au module ERETES.....	25
4.2. Emploi, secteur informel et pauvreté.....	25
4.2.1. Séminaire sur l'utilisation des données sociales en politique de lutte contre la pauvreté.....	25
4.2.2. Séminaire sur les statistiques d'entreprise.....	26
4.3. Traitement des données d'enquêtes.....	26
4.4. Archivage des données de recensements et enquêtes.....	26

5.	PUBLICATION ET DIFFUSION.....	28
5.1.	Recueil des textes de base d'AFRISTAT.....	28
5.2.	Etat des réflexions sur les principes fondamentaux de la statistique publique	28
5.3.	Guide méthodologique pour l'élaboration d'un indice des prix à la consommation.....	28
5.4.	<i>La lettre d'AFRISTAT</i> .....	28
5.5.	Activités de documentation.....	29
5.5.1.	Acquisitions d'ouvrages et de périodiques.....	29
5.5.2.	Bases de données.....	29
6.	AUTRES ACTIVITES.....	30
6.1.	Actualisation des informations sur l'état des SSN .....	30
6.2.	Enquête sur l'état des systèmes d'informations agricoles et alimentaires dans les Etats membres d'AFRISTAT .....	30
6.3.	Réalisation d'une étude sur les parités de pouvoir d'achat dans quinze pays membres de l'ASECNA.....	30
6.4.	Etude sur les statistiques des prix dans les pays membres d'AFRISTAT.....	31
6.5.	Dans le domaine du secteur informel.....	31
6.6.	Activités informatiques.....	31
6.7.	Colloque francophone sur le thème « <i>Enquêtes et systèmes d'information</i> ».....	32
7.	MISSIONS ET PARTICIPATION D'AFRISTAT AUX REUNIONS ORGANISEES PAR DES PARTENAIRES.....	33
8.	CONCLUSION.....	34
<u>Annexe 1 :</u>	Liste des missions (non compris les réunions) effectuées par les experts d'AFRISTAT entre septembre 1998 et août 1999.....	35
<u>Annexe 2 :</u>	Liste des réunions (non organisées par AFRISTAT) auxquelles les experts d'AFRISTAT ont pris part de septembre 1998 à août 1999.....	38
<u>Annexe 3 :</u>	Tableau récapitulatif des réalisations des principales activités inscrites au programme de travail 1999.....	40
<u>Annexe 4 :</u>	Tableau récapitulatif des réalisations des principales activités non inscrites au programme de travail 1999.....	47

## Liste des abréviations

AFRISTAT	Observatoire statistique et économique d'Afrique subsaharienne
AISE	Association internationale des statisticiens d'enquêtes
ASECNA	Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar
BCEAO	Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique centrale
BIT	Bureau international du travail
CB	Compte de branche
CEA	Commission économique des Nations unies pour l'Afrique
CEBEVIRHA	Communauté économique du bétail, de la viande et des ressources halieutiques
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEFIL	Centre de formation de l'INSEE à Libourne (France)
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CESD	Centre européen de formation des statisticiens économistes des pays en voie de développement
CHAPO	Calcul harmonisé des prix par ordinateur
CILSS	Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
DADE	Dossier d'analyse de données d'enquête (SDAP-Survey Data Analysis Package)
DIAL	Développement et insertion internationale
DINAS	Direction nationale de la statistique (Djibouti)
DNSI	Direction nationale de la statistique et de l'informatique (Mali)
DSCN	Direction de la statistique et des comptes nationaux (DSCN)
DSF	Déclaration statistique et fiscale
ENSAE	Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique (Paris)
ENSEA	Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (Abidjan)
ERE	Equilibre ressources-emplois
ERETES	Equilibre ressources-emplois tableau entrées-sorties
EuroCost	European Cost of Living Comparisons
EUROSTAT	Office statistique de l'Union européenne
FAO	Fonds des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FED	Fonds européen de développement
GTZ	Institution allemande de coopération économique et technique
IEF	Institut de l'économie et des finances (Gabon)
IER	Institut d'économie rurale (Mali)
IHPC	Indice harmonisé des prix à la consommation
IIS	Institut international de la statistique
INS	Institut national de statistique ou Institut national de la statistique (Côte d'Ivoire)
INSAE	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Bénin)
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie (Burkina Faso)
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques (France)
IRD	Institut de recherche pour le développement (ex-ORSTOM)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODHDLP	Observatoire du développement humain durable et de la lutte contre la pauvreté (Mali)
OEF	Observatoire sur l'emploi et la formation (Mali)
PARSTAT	Programme d'appui régional statistique à la surveillance multilatérale
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PROSMIC	Programme statistique minimum commun
SCN	Système de comptabilité nationale
SSN	Système statistique national
SYFED	Système francophone d'édition et de diffusion
SYSCOA	Système comptable ouest-africain
TCEI	Tableau des comptes économiques intégrés
TRE	Tableau des ressources et des emplois
UDEAC	Union douanière et économique des Etats de l'Afrique centrale
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine

## **RAPPORT D'ACTIVITES D'AFRISTAT**

***Période septembre 1998-août 1999***

### **INTRODUCTION**

En adoptant le programme de travail 1999, le Comité de direction de l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT) avait mis beaucoup d'espoir sur l'obtention des financements pour le Programme statistique minimum commun (PROSMIC) dont le principe et les orientations générales avaient été approuvés par la 5<sup>e</sup> réunion du Conseil des Ministres tenue le 1<sup>er</sup> octobre 1998 à Paris. Le Conseil invitait les Etats membres à soutenir le PROSMIC et donnait mandat à son Président de procéder, en collaboration avec le Directeur Général d'AFRISTAT, à la recherche des fonds nécessaires au financement des activités prévues dans ce programme.

Cependant, la finalisation de ce programme n'a pu être réalisée comme cela était prévu. En conséquence, les démarches recommandées par la 5<sup>e</sup> réunion du Conseil des Ministres dans ce cadre n'ont pas été conduites à leur terme.

Malgré cette situation, la période sous revue a été marquée par une intense activité d'appui aux instituts nationaux de statistique (INS) et par d'autres tâches importantes telles que l'ouverture à l'extérieur d'AFRISTAT par la création d'un site Web propre à l'institution pour d'une part mettre ses travaux à la disposition d'un plus large public et d'autre part servir de support aux INS pour la diffusion de leurs données.

Par ailleurs, les groupes de travail et les ateliers organisés par la Direction Générale à Bamako ou dans d'autres villes des Etats membres ont donné l'occasion aux experts d'AFRISTAT de se pénétrer davantage des problèmes de terrain que connaissent les INS et d'enrichir leurs expériences. En même temps, ces experts ont apporté, quand elle était demandée, toute l'assistance nécessaire pour accompagner les INS dans la réalisation de leurs travaux.

Enfin, les experts d'AFRISTAT ont aussi pris part à un certain nombre de réunions internationales où ils ont eu l'occasion non seulement de présenter les réalisations d'AFRISTAT mais également de ramener des matériaux utiles pour la suite de la réalisation des activités de l'institution.

Le rapport ci-après reprend les travaux réalisés par la Direction Générale d'AFRISTAT pendant la période allant de septembre 1998 jusqu'à la fin du mois d'août 1999. Il comprend sept parties :

- les activités d'ordre institutionnel ;
- les activités de renforcement institutionnel ;
- les appuis apportés par la Direction Générale aux systèmes statistiques nationaux (SSN) ;
- les activités de formation organisées par la Direction Générale ou dans lesquelles les experts d'AFRISTAT se sont impliqués ;
- les activités de publication et de diffusion ;

- les activités non inscrites aux points cités ci-dessus ;
- les missions et la participation des experts d'AFRISTAT aux réunions organisées par des partenaires.

Quatre tableaux figurent en annexe : la liste des missions effectuées par les experts d'AFRISTAT notamment les missions d'appui aux INS, la liste des réunions non organisées par la Direction Générale auxquelles les experts de cette institution ont pris part, la récapitulation des réalisations des activités inscrites au programme de travail 1999 et les activités hors programme réalisées ; ces informations sont données à la date du 31 août 1999.

## **1. ACTIVITES D'ORDRE INSTITUTIONNEL DE LA DIRECTION GENERALE**

Cette partie rend compte succinctement de la tenue des réunions des organes statutaires d'AFRISTAT. Mais auparavant, il est présenté très brièvement la situation du personnel de la Direction Générale ainsi que le point du financement des activités d'AFRISTAT.

### **1.1. Personnel d'AFRISTAT**

Au 31 août 1999, le personnel ci-après de la Direction Générale était en place : le Directeur Général, le Directeur Général Adjoint, deux experts en comptabilité nationale, un expert en enquêtes auprès des ménages, un expert en statistiques des prix, un statisticien économiste expert du secteur informel, un expert en statistiques agricoles et deux statisticiens informaticiens.

Le nombre d'experts sera incessamment complété à douze par l'arrivée dans les prochains mois d'un macro-économiste et d'un statisticien d'entreprises, tous deux relevant de l'assistance technique française.

Cette équipe était soutenue par un personnel d'appui administratif et technique de neuf membres dont un cadre administratif et financier et une documentaliste.

### **1.2. Financement des activités d'AFRISTAT**

#### **1.2.1. Situation des contributions au Fonds AFRISTAT**

La situation s'est légèrement améliorée par rapport à l'année dernière. On se rappelle qu'à la fin de l'année 1998, huit Etats membres avaient versé l'intégralité de leur quote-part au capital du Fonds AFRISTAT, soit la somme de 132 145 000 de FCFA par Etat. Il s'agit du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, du Mali, du Sénégal et du Tchad. Deux Etats avaient fait des versements partiels : le Niger (10 millions de FCFA) et le Togo (50 millions de FCFA). La contribution française, d'un montant de 1,5 milliards de FCFA était entièrement libérée.

Sur les quatre Etats membres qui n'avaient pas encore cotisé (la République centrafricaine, les Comores, le Congo et la Guinée Equatoriale) compte non tenu de la Guinée-Bissau et de la Mauritanie qui restent également redevables de la totalité de leur quote-part, seule la Guinée Equatoriale a versé en avril 1999 une contribution partielle de trente trois millions trente six mille deux cent cinquante un (33 036 251) francs CFA.

A ce jour, le Fonds est constitué de 2 650 669 628 FCFA, soit un peu plus de 73 %<sup>1</sup> du montant total du Fonds.

#### **1.2.2. Budget de fonctionnement d'AFRISTAT**

Le budget prévisionnel s'élève à 400 344 516 francs CFA au titre de l'année 1999. En recettes, il a enregistré un versement provenant du Fonds AFRISTAT d'un montant de FCFA 369 720 000. Au 31 juillet 1999, les dépenses réalisées s'élèvent à FCFA 262 885 314.

---

<sup>1</sup> Ce taux est légèrement inférieur à celui annoncé l'année passée compte tenu de l'incorporation de la Guinée-Bissau et de la Mauritanie (membres d'AFRISTAT depuis avril 1998) dans cette évaluation.

### 1.2.3. Autres financements

Au cours de la période sous revue, la Direction Générale a fonctionné avec un budget financé non seulement par le Fonds AFRISTAT mais également par les fonds provenant du Programme d'appui FED à AFRISTAT. Par ailleurs, certaines activités ponctuelles ont bénéficié des appuis de la Coopération française et d'autres bailleurs, notamment la Banque mondiale et la FAO.

#### a) Programme d'appui FED

Le Programme d'appui FED à AFRISTAT (Projet d'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un programme statistique minimum commun ou Projet Prosmic), d'un montant de 900 000 Ecu, a démarré effectivement en avril 1997. Le devis-programme signé en février 1997 a fait l'objet de deux avenants signés respectivement en juillet 1997 et décembre 1998. Initialement prévue sur deux ans, la durée de la convention de financement a été prolongée jusqu'au 31 décembre 1999.

Le Projet Prosmic comprend trois volets :

- renforcement des capacités d'organisation, de programmation et de gestion des systèmes statistiques nationaux ;
- harmonisation des nomenclatures ;
- appui à l'adaptation et à la mise en œuvre du nouveau Système de comptabilité nationale (SCN 1993).

Une partie des fonds de ce projet finance l'assistance technique. C'est dans ce cadre que les salaires de cinq experts africains (Directeur Général Adjoint, expert en comptabilité nationale, expert en statistiques agricoles, statisticien économiste spécialiste du secteur informel et statisticien informaticien) ont été payés pour une durée de quinze mois. Leur prise en charge par le Programme d'appui FED à AFRISTAT a pris fin au mois de mai 1999.

En ce qui concerne les activités prévues dans les trois volets, à la date du 31 juillet 1999, le montant total des dépenses réalisées est de 229 310 503 FCFA pour un budget prévisionnel de 417 millions de FCFA soit un taux d'exécution de 55%. S'agissant de l'assistance technique, les dépenses s'élèvent à FCFA 149 863 900 soit un taux d'exécution de 89,2 %.

#### b) France

La Coopération française a financé au cours de la période sous revue des missions d'appui aux INS ainsi que l'organisation de certaines réunions.

Elle a notamment pris en charge les frais d'organisation des missions et réunions suivantes :

- deux missions d'appui à la Direction de la statistique des Comores (deux experts) et à l'Institut national de la statistique de Madagascar (un expert) pour la mise en place dans ces pays d'un indice des prix à la consommation ;
- un séminaire de formation au logiciel ARIEL<sup>+</sup> PLUS à Libreville (Gabon) dont l'encadrement a été assuré par deux experts d'AFRISTAT ;
- un atelier d'initiation au module ERETES organisé à Bamako pour les coopérants français en poste en Afrique subsaharienne et travaillant dans le domaine de la statistique ou de la prévision économique.



c) Autres bailleurs de fonds

La Direction Générale a bénéficié des appuis d'autres bailleurs. C'est ainsi que la FAO et la Banque mondiale ont financé deux ateliers organisés à Bamako respectivement en avril 1999 sur les bilans alimentaires et en mai 1999 sur l'archivage des données sur CD-Rom.

**1.3. Réunions statutaires**

1.3.1. 4<sup>e</sup> réunion du Comité de direction

La 4<sup>e</sup> session du Comité de direction s'est tenue du 9 au 11 novembre 1998 à Bamako. Les points suivants étaient inscrits à son ordre du jour : rapport d'activités de la Direction Générale d'AFRISTAT ; questions budgétaires exercice 1997 ; examen du rapport sur l'état d'exécution du budget 1998 ; examen du projet de programme statistique minimum commun (PROSMIC) version 3 ; examen du projet de programme de travail 1999 ; examen et adoption du projet de budget 1999 ; examen de l'avant-projet de nomenclature d'activités ; examen des candidatures au poste de Directeur Général d'AFRISTAT.

Au cours de cette réunion, le Comité de direction a formulé un certain nombre de recommandations à l'attention du Conseil des Ministres et pris des décisions relevant de sa compétence sur un certain nombre de dossiers qui lui étaient soumis.

En particulier, il avait examiné avec beaucoup d'attention le programme de travail 1999 qu'il avait adopté, la version du PROSMIC et l'avant-projet de nomenclature d'activités. Sur ces deux derniers points, il avait émis les observations et donné les directives ci-après.

a) Sur le PROSMIC

Le Comité de direction avait décidé de maintenir le PROSMIC tel que présenté dans la version 3.

Cependant, conformément aux recommandations du Conseil scientifique, il avait demandé à la Direction Générale de préparer deux programmes complémentaires concernant l'un le suivi des conditions de vie des ménages et de la pauvreté et l'autre les statistiques agricoles. Conformément au vœu du Conseil scientifique, le Comité de direction avait demandé à la Direction Générale de rédiger une nouvelle version du PROSMIC tout en argumentant mieux le choix des domaines prioritaires et en insistant sur les techniques modernes de publication et de diffusion statistiques.

Cette version 4 devait être rédigée dans un délai d'un mois pour permettre l'organisation rapide d'une réunion des bailleurs de fonds. Par ailleurs, la première version de chacun des deux programmes complémentaires devait être soumise au Comité de direction d'octobre 1999.

b) Sur l'avant-projet de nomenclature d'activités

Le Comité de direction avait approuvé les orientations générales retenues pour l'élaboration de cet avant-projet. Il avait également recommandé aux Etats d'organiser des réunions de concertation en vue d'approuver le projet de nomenclature qui sera soumis au Conseil des Ministres pour adoption.

c) Autres questions

*i. Nomination des membres du Conseil scientifique*

Le Comité de direction avait procédé aux nominations suivantes pour le renouvellement du Conseil scientifique :

- Le Directeur Général de l'INSAE du Bénin au titre de représentant du Comité de direction,
- M. Touna Mama au titre de représentant des professeurs de sciences économiques et sociales,
- M. Abdoulaye Diop au titre de représentant de l'UEMOA,
- M. Antoine Simonpietri au titre de représentant de la Banque mondiale,
- M. Jacques Charmes au titre de personnalité qualifiée.

Pour le renouvellement d'un poste de représentant des utilisateurs, le Comité de direction avait demandé aux membres du Comité de direction d'envoyer des propositions de candidatures à la Direction Générale avant le 31 mars 1999.

*ii. Election du Président du Comité de direction d'AFRISTAT*

Le Comité de direction avait procédé à l'élection de son Président en la personne de Madame Sidibé Fatoumata Dicko, Directeur national de la statistique et de l'informatique du Mali, pour un mandat de deux ans, conformément à l'article 23 du Traité.

1.3.2. Réunions du Conseil des Ministres

Deux réunions du Conseil des Ministres d'AFRISTAT se sont tenues au cours de la période sous revue.

La première (correspondant à la 5<sup>e</sup> session dudit conseil) a eu lieu le 1<sup>er</sup> octobre 1999 à Paris sous la présidence de Monsieur Jean PING, Ministre de la planification, de l'environnement, chargé du tourisme du Gabon.

Les travaux de cette réunion avaient porté sur deux points essentiels :

- l'état d'avancement de la ratification du traité portant création d'AFRISTAT, de la mise en place du Fonds AFRISTAT et les mesures à prendre ;
- la mise en œuvre du Programme statistique minimum commun (PROSMIC).

Sur le premier point, le Conseil avait rappelé à tous les Etats de se mettre à jour de leurs contributions au Fonds AFRISTAT et d'accomplir les procédures de ratification du traité portant création d'AFRISTAT. Enfin, il avait décidé d'inscrire à nouveau ce point à l'ordre du jour de sa prochaine réunion au cours de laquelle des mesures pourront être prises pour la constitution définitive du Fonds AFRISTAT.

Concernant le second point, le Conseil avait pris connaissance du PROSMIC dont il avait approuvé le principe et le contenu et avait demandé au Comité de direction d'AFRISTAT de finaliser ce programme dans les meilleurs délais afin qu'il soit soumis aux bailleurs de fonds.

Le Conseil avait invité les Etats membres à soutenir le PROSMIC en maintenant et en renforçant les moyens mis à la disposition des services nationaux de statistique pendant la durée d'exécution de ce Programme.

Au cours de cette session, le Conseil avait décidé de fixer à 1 321 450 francs français le montant de la quote-part au Fonds AFRISTAT pour tout nouveau membre d'AFRISTAT. En conséquence, l'échéancier prévisionnel des sommes versées annuellement au budget d'AFRISTAT sera calculé au prorata des sommes versées audit Fonds si celles-ci dépassent 33,5 millions de francs français, montant initial du capital de ce Fonds.

Enfin, il avait adopté la proposition du Comité de direction d'admettre aux réunions dudit comité, en qualité d'observateur, un représentant de tout bailleur de fonds ayant apporté au Fonds AFRISTAT une contribution d'un montant au moins égal à la cotisation d'un Etat membre.

La seconde réunion (6e session) du Conseil des Ministres d'AFRISTAT s'est tenue le 22 avril 1999 à Dakar sous la présidence de Monsieur Casimir Oyé Mba, Ministre d'Etat, Ministre de la planification, de la programmation du développement et de l'aménagement du territoire du Gabon.

L'ordre du jour des travaux de cette réunion portait sur le premier point discuté lors de la session précédente (état d'avancement de la ratification du traité et de la mise en place du Fonds AFRISTAT) et sur la nomination du Directeur Général d'AFRISTAT pour la période 2000-2003.

A l'issue de ses délibérations, le Conseil des Ministres avait pris un certain nombre de décisions :

a) Sur la ratification du traité et le Fonds AFRISTAT

Le Conseil des Ministres avait invité les six (6) Etats membres n'ayant pas encore ratifié ce traité ou déposé leurs instruments de ratification auprès du gouvernement malien, à procéder à ces formalités avant le 30 septembre 1999<sup>2</sup>.

De même, le Conseil a invité les Etats en retard du versement de leurs quotes-parts au Fonds AFRISTAT, à se mettre à jour avant le 31 mars 2000.

En exécution de ces décisions, le Président du Conseil a saisi, au cours du mois de juillet 1999, les ministres compétents des gouvernements des Etats concernés leur demandant de se conformer aux décisions rappelées ci-dessus.

b) Concernant la nomination du Directeur Général d'AFRISTAT

Le Conseil des Ministres a procédé à la nomination de Monsieur Lamine Diop au poste de Directeur Général d'AFRISTAT pour la période 2000-2003.

---

<sup>2</sup> Parmi ces six Etats, le gouvernement camerounais vient de déposer les instruments de ratification auprès du gouvernement malien.

## **2. ACTIVITES DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL**

Au cours de la période sous revue, la Direction Générale d'AFRISTAT a, malgré les difficultés rencontrées pour la mise en œuvre effective du PROSMIC, mené de nombreuses activités dans le domaine du renforcement institutionnel des systèmes statistiques nationaux (SSN). L'essentiel de celles-ci s'inscrit dans le cadre du volet A (Renforcement institutionnel) du Projet d'appui FED à AFRISTAT. Conformément à ce volet et au programme de travail 1999, il était prévu de mener les activités suivantes au cours de l'année 1999 :

- organisation d'un séminaire des directeurs des INS pour approuver le programme statistique minimum commun et la procédure de programmation et de suivi budgétaire des travaux des INS ;
- organisation d'un atelier des directeurs des INS sur la diffusion et la communication statistiques ;
- collecte de la documentation disponible au sein des Etats membres et des organisations internationales dans le domaine de l'organisation et de la gestion des systèmes statistiques nationaux (SSN) et étude sur l'organisation et la gestion des SSN ;
- Collecte des informations pour la mise en place d'un réseau des centres de documentation des INS des Etats membres d'AFRISTAT.

### **2.1. Etat d'avancement de l'élaboration du PROSMIC**

On rappelle que la 4<sup>e</sup> réunion du Comité de direction d'AFRISTAT tenue en novembre 1998 à Bamako avait demandé à la Direction Générale de finaliser la version 3 du PROSMIC en tenant compte des observations formulées par le Conseil scientifique et des recommandations émises par ce Comité.

La finalisation de ce programme tel que discuté à la troisième session du Conseil scientifique devait prendre un mois et celle de la version 4 comportant les nouvelles orientations du Conseil s'étaler de janvier à septembre 1999.

Au sortir de la réunion des ordonnateurs nationaux et régionaux du FED<sup>3</sup> pour l'Afrique occidentale qui s'est tenue à Praia au début du mois de décembre 1998, il était apparu que, pour avoir des chances d'obtenir un financement FED du PROSMIC pour les pays d'Afrique de l'Ouest membres d'AFRISTAT, il fallait passer par une des trois institutions sous-régionales ouest-africaines agréées en qualité d'ordonnateurs régionaux à savoir le CILSS, la CEDEAO ou l'UEMOA.

Lors de la première réunion du Comité de pilotage du Programme d'appui FED à AFRISTAT tenue le 19 janvier 1999 à Luxembourg, EUROSTAT avait émis le souhait que pour l'UEMOA, un programme statistique complet soit élaboré avant le milieu de l'année 1999 pour pouvoir être présenté à la prochaine réunion des ordonnateurs nationaux et régionaux du FED pour les pays d'Afrique de l'Ouest.

Jusqu'à ce jour, la Direction Générale d'AFRISTAT ne dispose d'aucune information officielle faisant état de progrès substantiels enregistrés dans cette direction.

Pour les pays d'Afrique centrale et selon l'Union européenne, les conditions politiques pour le financement par le FED d'un programme statistique sous-régional n'étaient pas réunies en

---

<sup>3</sup> L'Union européenne avait été identifiée comme principal bailleur potentiel de ce programme.

janvier 1999. Il convient toutefois de signaler que depuis lors, tous les Etats membres de la CEMAC ont ratifié les textes organiques de cette institution et qu'un sommet des Chefs d'Etat de la CEMAC s'est tenu à Malabo le 25 juin 1999. Lors de ce sommet, ils ont adopté une déclaration dite de Malabo dans laquelle il est décidé « *d'accélérer la mise en place des institutions et des organes de la Communauté* » et « *qu'un programme de mise à niveau des systèmes nationaux des statistiques et d'harmonisation des comptes nationaux sera élaboré et réalisé dans un délai de deux ans, avec le concours technique d'AFRISTAT ; en complément des ressources propres, un appui financier sera recherché auprès des partenaires extérieurs au développement* ».

Comme on peut le constater, cette nouvelle situation par rapport aux orientations initiales du PROSMIC n'a pas été de nature à permettre à la Direction Générale de poursuivre l'approfondissement de cette question. De nouveaux contacts devront donc être pris avec les bailleurs de fonds d'une part, et d'autre part avec la Commission de l'UEMOA et le Secrétariat exécutif de la CEMAC pour démarrer à nouveau les procédures de recherche des financements pour ce programme.

C'est donc en toute logique que le séminaire des directeurs des INS devant approuver le PROSMIC ainsi que sa procédure de programmation et de suivi budgétaire des travaux des INS n'a pu être organisé. Toutefois, en marge de l'atelier sur la diffusion de mai 1999, les directeurs des INS ont été informés des difficultés rencontrées.

## **2.2. Atelier des directeurs des INS sur la diffusion et la communication statistiques**

La Direction Générale d'AFRISTAT a organisé, du 17 au 19 mai 1999 à Bamako, un atelier sur le thème "Stratégies de diffusion et de communication d'un Institut national de statistique".

La rencontre regroupait les responsables des INS des 16 Etats membres d'AFRISTAT. Y ont également participé les représentants des institutions et pays suivants : CEMAC, BCEAO, INSEE, France (Ministère des Affaires étrangères), Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) de Côte d'Ivoire.

L'animation de l'atelier a été assurée par une équipe d'experts venant d'EUROSTAT (2 experts), de la CEA (le conseiller régional en organisation et gestion des systèmes statistiques), du quotidien bamakois L'Essor (un journaliste) et d'AFRISTAT (le Directeur Général Adjoint).

L'atelier visait deux objectifs principaux :

- Prendre conscience des exigences de la fonction diffusion au sein d'un INS.
- Bâtir une stratégie de diffusion et de communication qui tienne compte des évolutions technologiques et des besoins en informations ainsi que des réalités de la sous-région et des différents INS.

Pour atteindre ces objectifs, trois axes de réflexion avaient été proposés aux participants :

- comprendre le marché de l'information statistique à diffuser ;
- concevoir des produits statistiques répondant aux besoins des clients et les véhiculer sur des supports diversifiés ;
- conduire une stratégie de communication externe en appui.

Les discussions ont été organisées autour de trois sous-thèmes qui avaient fait préalablement l'objet d'exposé ou de présentation. Il s'agissait des sous-thèmes suivants :

- la problématique et les objectifs de l'atelier ;
- la place de la fonction diffusion dans les activités d'un INS ;
- la fonction communication dans les activités d'un INS.

Enfin, des groupes de travail avaient été organisés au cours desquels les participants avaient formulé des recommandations et dégagé un certain nombre d'actions pour une meilleure appropriation des fonctions diffusion et communication par les INS.

Un rapport contenant les principales conclusions des travaux de l'atelier a été rédigé et envoyé à tous les participants.

### **2.3. Collecte de la documentation et étude sur l'organisation et la gestion des SSN**

La collecte de la documentation disponible au sein des Etats membres et des organisations internationales dans le domaine de l'organisation et de la gestion des SSN est achevée pour l'essentiel.

Cependant, l'étude qui devait être menée par un consultant n'a pas encore démarré.

### **2.4. Mise en place d'un réseau des centres de documentation des INS des pays membres d'AFRISTAT**

Une ébauche de questionnaire devant servir à la collecte des informations a été élaborée. Ce questionnaire sera finalisé et adressé aux INS au cours du troisième trimestre 1999.

### **2.5. Collecte des données statistiques sur les pays membres d'AFRISTAT et ouverture d'un site Internet AFRISTAT**

Dans le cadre de ses activités, la Direction Générale d'AFRISTAT prépare un « Recueil de données statistiques des Etats membres ». Ce travail entre également dans le cadre de la mise en place du site Internet d'AFRISTAT et d'une base de données sur les Etats membres. Pour ce faire, la Direction Générale a organisé une collecte de données statistiques auprès des INS des Etats membres.

La réalisation de cette collecte nécessitait la conception du type et du format de données qui seront fournies par les Etats. On a d'abord identifié quatorze domaines comprenant notamment la démographie, les statistiques de l'éducation, les statistiques sanitaires, les statistiques du travail, les statistiques de production, la comptabilité nationale, etc. Ensuite pour chaque domaine, on a retenu les indicateurs les plus pertinents en tenant compte des contraintes d'existence de l'information statistique dans les Etats.

La collecte des données a été réalisée par un consultant national recruté dans chaque Etat concerné. Le questionnaire utilisé a été finalisé après un test auprès des administrations maliennes. Il s'agissait notamment de vérifier la disponibilité de l'information, le degré de détail de l'information existante dans les administrations visitées, la compréhension des concepts et la cohérence d'ensemble des statistiques collectées notamment sur le plan temporel. Ce test a été réalisé avec l'aide du consultant proposé par la DNSI du Mali. Les enseignements tirés de ce test ont permis de finaliser la liste des informations à collecter et de rédiger la note technique devant faciliter le remplissage des différents tableaux prévus.

Parmi les instructions données aux consultants, il était demandé d'accompagner les résultats de leurs travaux de tous les documents ayant servi au remplissage du questionnaire.

Les consultants ont mis environ cinq semaines pour remplir le questionnaire. A la réception des tableaux, un contrôle était fait à partir des documents sources envoyés par les consultants à AFRISTAT. Le contrôle effectué par les experts d'AFRISTAT a montré qu'il était nécessaire, pour diverses raisons, de compléter le travail réalisé par la plupart des consultants. La Direction Générale leur a ensuite renvoyé les tableaux reçus accompagnés d'une note détaillant les corrections à apporter. La majorité des consultants ont revu les questionnaires et la deuxième série de contrôles est en cours. L'ensemble des travaux devrait être achevé avant la fin de l'année 1999.

S'agissant de la préparation du site Internet d'AFRISTAT, il convient de distinguer deux phases : les démarches pour le choix de l'institution d'hébergement du site et les activités rédactionnelles de la page Web.

Le site Internet d'AFRISTAT est hébergé par le Système francophone d'édition et de diffusion (SYFED), un organisme de la Francophonie. Pour résoudre les problèmes pratiques que posait la mise en place de ce site, le Directeur Général a conduit, du 9 au 12 juin 1999, une mission auprès de cet organisme à Abidjan (Côte d'Ivoire). Cette mission a abouti à la signature d'une convention entre AFRISTAT et le SYFED pour l'ouverture du site. L'accès de celui-ci vient d'être inauguré à titre expérimental. Son ouverture universelle interviendra dès que le niveau d'avancement du contrôle des données collectées sur les Etats membres le permettra, en tout cas avant fin décembre 1999.

La phase rédactionnelle a démarré au mois de février 1999 avec la définition du contenu et du format de présentation de la page Web du site.

Les rubriques suivantes ont été retenues pour le contenu :

- Actualités
- Présentation d'AFRISTAT
- Activités d'AFRISTAT
- *La Lettre d'AFRISTAT*
- Les publications d'AFRISTAT
- Liste des publications statistiques des SSN
- Les INS des Etats membres
- Les Données statistiques
- Les Etats membres

Une grande partie de ce contenu est déjà disponible ; seules manquent les données statistiques collectées qui font actuellement l'objet d'un contrôle pour la fiabilité de l'information avant diffusion.

Enfin, s'agissant de la construction d'une base de données des Etats membres d'AFRISTAT, les réflexions se poursuivent encore.

### 3. APPUI AUX SYSTEMES STATISTIQUES NATIONAUX

#### 3.1. Dans le domaine de la comptabilité nationale et des nomenclatures

##### 3.1.1. Comptabilité nationale

###### a) Elaboration de méthodes harmonisées des comptes nationaux (actions menées dans le cadre du volet C du Projet Prosmic)

###### *i. Groupe de travail régional de Bamako, 19-23 octobre 1998*

Dans le cadre de l'harmonisation de méthodes d'élaboration des comptes nationaux, un groupe de travail s'est tenu à Bamako, du 19 au 23 octobre 1998. Cette rencontre a réuni les comptables nationaux des INS des 16 Etats membres d'AFRISTAT, des représentants de la Commission de l'UEMOA, de la CEMAC et de la BCEAO. Un représentant de la CEA et un représentant de la CEDEAO ont également pris part aux travaux.

Les objectifs de cette réunion étaient d'une part de faire la synthèse des travaux des groupes sous-régionaux (Afrique centrale-Comores et Afrique de l'Ouest) tenus au cours du premier semestre 1998 et qui concernaient l'agriculture et l'élevage, et d'autre part d'examiner les questions liées à l'élaboration des comptes des administrations publiques au moyen d'un dossier préparé à cet effet par la Direction Générale.

Au terme de la réunion, les participants avaient tiré des conclusions sur le traitement de l'agriculture et de l'élevage.

Par ailleurs, au cours de leurs travaux, ils avaient aussi abordé les sujets suivants :

- bateaux étrangers pêchant sous licence dans la zone économique exclusive ;
- traitement des activités de la société Air Afrique (et des autres sociétés possédées en commun par plusieurs Etats) ;
- élaboration des comptes infra-nationaux ;
- contribution du PIB par genre ;
- calcul du PIB sous-régional (pays membres de l'UEMOA) ;
- difficultés rencontrées dans l'élaboration des comptes du secteur pétrolier ;
- la filière bois ;
- les exportations de services de transport aérien et de services de télécommunication ;
- l'exploitation informelle de mines d'or ;
- la notion de stock dans les services.

###### *ii. Groupe de travail sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest, 30 novembre-4 décembre 1998*

Un groupe de travail réunissant les représentants des Etats membres d'AFRISTAT d'Afrique de l'Ouest a ensuite été organisé à Bamako sur les échanges extérieurs et le compte du



reste du monde (utilisation de la balance des paiements), sur le traitement des apports extérieurs, et sur l'évaluation de la contribution du secteur informel à l'économie nationale.

*iii. Groupe de travail sous-régional pour Afrique de l'Ouest, 22-26 février 1999*

Ce groupe de travail s'est en particulier penché sur les problèmes liés à l'utilisation des informations contenues dans les déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises, notamment après l'introduction du Système comptable ouest-africain (SYSCOA), et sur divers points : sociétés détenues en commun par plusieurs gouvernements, recherche minière, partage volume - prix dans les services. D'autres problèmes ont également été abordés : nomenclature de comptabilité nationale au regard de la future nomenclature d'activités et de produits dans les Etats membres d'AFRISTAT, rappels sur la détermination de l'activité principale exercée, traitement des achats d'eau effectués par une administration au profit des ménages.

A la différence des réunions précédentes, où des apports extérieurs avaient complété la participation active des délégués aux travaux, l'essentiel des conclusions de ce groupe de travail a émergé directement des discussions des délégués.

*iv. Groupe de travail sous-régional pour l'Afrique centrale et les Comores, 14-25 juin 1999*

Equivalente des réunions de décembre 1998 et février 1999 du groupe de travail sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest, cette réunion s'est déroulée du 14 au 25 juin 1999 à Douala (Cameroun). Outre les aspects abordés en Afrique de l'Ouest lors des réunions similaires, elle a permis de se pencher sur les points examinés lors de la réunion organisée dans le cadre du programme PARSTAT (cf. 3.1.1. b).

Plus précisément, les délégués ont traité des problèmes liés à la prise en compte du secteur informel, à la balance des paiements, à l'aide internationale, au passage de la comptabilité privée à la comptabilité nationale, et à la définition d'un cadre conceptuel commun pour l'élaboration des comptes.

Ils ont examiné ces différents points en s'appuyant sur des dossiers techniques préparés par AFRISTAT. Ces dossiers contenaient les recommandations du SCN 93 concernant le domaine traité, des extraits d'articles ou d'ouvrages particulièrement intéressants, des notes préparées pour la circonstance ainsi que les méthodes actuellement utilisées dans certains Etats.

En ce qui concerne le secteur informel, les questions abordées concernaient notamment un réexamen des conclusions du séminaire sur le secteur informel de Bamako (mars 1997), une rapide présentation des enquêtes 1-2-3, l'examen des définitions proposées dans le manuel des « concepts et indicateurs du marché du travail et du secteur informel » élaboré par DIAL et AFRISTAT ; et enfin la manière d'utiliser au mieux les données disponibles pour l'élaboration des comptes nationaux, et de contourner les difficultés rencontrées, notamment par l'utilisation du module ERETES.

Pour ce qui est du commerce extérieur et de la balance des paiements, l'essentiel des travaux a porté sur les cohérences à rechercher dans le domaine des échanges de biens et services et sur l'analyse de la balance des paiements. Les diverses sources d'informations sur le commerce extérieur ont été identifiées. A partir de la balance type élaborée par la BEAC pour les Etats membres de la CEMAC, une table de passage opérationnelle entre les données de la balance des paiements et le compte du reste du monde de la comptabilité nationale a été établie, ce qui a permis d'identifier les problèmes rencontrés et la nécessité

dans certains cas d'accéder à une information plus détaillée, en collaboration avec la Banque centrale.

Enfin, pour le traitement de l'aide internationale, les participants ont décrit les méthodes mises en œuvre dans leurs pays respectifs et les principaux problèmes rencontrés.

Les délégués se sont ensuite intéressés à l'utilisation des déclarations statistiques et fiscales pour l'élaboration des comptes des sociétés. Plus généralement, ils ont cherché à définir des procédures pertinentes de construction de ces comptes.

Ils ont examiné le projet de manuel de comptabilité nationale préparé par AFRISTAT sur lequel ils ont fait un certain nombre d'observations en vue de l'améliorer.

Ils ont enfin cherché à définir un cadre commun d'élaboration des comptes en s'accordant notamment sur le champ des comptes à réaliser par rapport au champ complet prévu par le SCN 93 et sur un certain nombre de nomenclatures (opérations, modes de production, secteurs institutionnels, branches d'activités...).

#### b) Actions menées dans le cadre du PARSTAT

D'autres travaux d'harmonisation de méthodes d'élaboration des comptes nationaux ont été menés dans le cadre du Programme d'appui statistique régional pour la surveillance multilatérale des pays de l'UEMOA (PARSTAT). Ils ont été développés autour de deux axes :

- la mise en place d'un socle méthodologique de comptabilité nationale commun à l'ensemble des Etats membres de l'UEMOA ;
- des travaux sur le calcul de PIB « plus comparables » au sein des Etats membres de l'UEMOA.

##### *i. Socle méthodologique commun*

Une deuxième réunion du groupe sous-régional Afrique de l'Ouest s'est tenue à Ouagadougou du 22 au 26 mars 1999. Elle concernait le cadre général d'élaboration des comptes et la mise au point d'un manuel d'élaboration des comptes nationaux rendant compte des travaux du groupe de travail sur les méthodes harmonisées. Cette réunion supplémentaire pour l'Afrique de l'Ouest est venue compléter les activités similaires menées dans le cadre du projet PROSMIC avec l'avantage pour le programme PARSTAT de bénéficier à nouveau de l'assistance d'un consultant international.

##### *ii. PIB « plus comparables »*

Commencés fin 1998 à la demande de la Commission de l'UEMOA, les travaux sur les PIB « plus comparables » se sont poursuivis par une réunion qui s'est tenue à Bamako les 15, 16 et 17 février 1999. Elle rassemblait les comptables nationaux et les prévisionnistes de l'ensemble des Etats membres de l'UEMOA. Les délégués ont mis en œuvre les grilles permettant de passer des comptes nationaux, définitifs ou provisoires, et des comptes prévisionnels aux comptes « plus comparables » définis par la plate-forme commune précédemment retenue. Cette réunion a bénéficié de l'appui d'un expert en prévisions macroéconomiques, recruté comme consultant dans le cadre du programme.

Les travaux se sont terminés par une réunion des Directeurs des instituts nationaux de statistique des Etats membres de l'UEMOA, tenue à Ouagadougou les 17, 18 et 19 mars 1999. Cette réunion a permis de valider les travaux réalisés. Elle a également mis en évidence l'intérêt qu'il y aurait à poursuivre les travaux dans le sens d'un rapprochement de

certaines méthodes d'élaboration des comptes. Des réflexions ont été entreprises dans ce sens et ont abouti à des termes de référence pour une nouvelle consultation.

c) Appui d'AFRISTAT à l'implantation du module ERETES dans les Etats membres

i. *Côte d'Ivoire*

Au dernier trimestre 1998, la Côte d'Ivoire a redémarré ses travaux de comptabilité nationale avec le module ERETES. A cette occasion, elle a bénéficié du 22 au 29 décembre 1998 d'une assistance d'AFRISTAT sur l'utilisation du module ERETES au moyen du jeu d'essai. Cette formation avait été suivie par une trentaine de participants. La mission s'était aussi attelée à résoudre un certain nombre de problèmes informatiques.

Deux autres missions d'assistance à la sous-direction de la comptabilité nationale de l'Institut national de la statistique de Côte d'Ivoire ont été réalisées depuis le début de l'année 1999. La première a eu lieu du 1<sup>er</sup> au 5 mars et avait pour objectif la réalisation de la synthèse des comptes pour l'année de base 1996. Cette mission avait constaté que les travaux n'étaient pas suffisamment avancés pour permettre une synthèse. Celle-ci a tout de même été amorcée et devait être finalisée par les comptables nationaux ivoiriens.

La deuxième mission s'est déroulée du 4 au 9 juillet 1999 et avait pour objectif la vérification de la cohérence de la base 1996 et le basculement en année courante 1997. Les corrections nécessaires ont été apportées à la base dans la recherche d'une cohérence entre le Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) et le Tableau des Comptes Economiques Intégrés (TCEI), dont les travaux restent encore à finaliser, la balance des paiements de 1996 étant encore provisoire. Les travaux préparatoires à l'année courante (reports des arbitrages de 1996 au niveau fin) ont été réalisés. Des recommandations ont été formulées pour la préparation des données sources et la façon de conduire les pré-arbitrages. En phase décentralisée, l'équipe aura besoin d'une assistance pour réaliser les équilibres Ressources-Emplois (ERE) et les comptes de branche (CB) en année courante.

ii. *Mali*

A la demande des autorités maliennes, il a été décidé d'implanter le module ERETES à la DNSI sans attendre les financements PARSTAT prévus à cet effet. Le processus a effectivement démarré avec une mission d'identification informatique composée de Mme Joëlle Haas, du CESD-Communautaire, des comptables nationaux et des informaticiens d'AFRISTAT, du 14 au 18 décembre 1998.

Après la mission d'identification informatique et une formation au module à l'intention des comptables nationaux maliens, organisée à la Direction Générale en décembre 1998, l'implantation du module ERETES s'est poursuivie au cours du premier semestre 1999. Trois missions ont ainsi été organisées. La première a eu lieu du 25 au 29 janvier, la deuxième du 8 au 12 mars 1999, la troisième s'est déroulée en deux temps, du 24 au 28 mai puis du 7 au 9 juin 1999.

La première mission a permis de retenir l'année de base (1997), de commencer les travaux de paramétrage du module (nomenclatures), de préciser les traitements à réaliser sur les sources d'informations et plus généralement d'organiser les travaux.

La deuxième mission s'est ensuite attachée à finaliser les nomenclatures nécessaires au paramétrage de la base, et notamment les nomenclatures de produits et d'activités. Il s'agissait également de vérifier et de corriger les traitements à appliquer aux sources avant leur chargement dans la base de données du module ERETES et de former les comptables à la préparation des tables de chargement des données sources.

La dernière mission a permis de poursuivre les travaux sur les traitements des sources et à préparer des tables de chargement des données ainsi que les travaux sur les nomenclatures. En particulier, les nomenclatures d'activités et de produits ont été modifiées pour tenir compte des avancées des travaux du groupe de travail sur les nomenclatures statistiques (cf. 3.1.2). La deuxième partie de cette mission a consisté en l'installation physique du module ERETES sur les différents micro-ordinateurs utilisés par les comptables nationaux.

### *iii. Tchad*

Au cours du mois d'avril 1999, une assistance a été apportée au Tchad dans le cadre de l'élaboration des comptes nationaux de ce pays. Il s'agissait principalement de faire le bilan des comptes nationaux au Tchad, d'élaborer un programme de travail qui tienne compte des travaux d'harmonisation méthodologique en cours dans les Etats membres d'AFRISTAT et des outils existants d'aide à l'élaboration des comptes, en s'appuyant sur les avancées déjà réalisées.

Les travaux réalisés par un expert du PNUD ces dernières années (nouvelle méthodologie d'élaboration des comptes, conforme au SCN 93) ont constitué une base intéressante de travail dans la perspective de l'implantation du module ERETES.

Il existerait des perspectives de financement d'une telle initiative par la Banque mondiale dans le cadre d'autres projets. Compte tenu des activités par ailleurs prévues ou en cours, il n'est pas envisagé de réaliser une telle implantation avant 2001. Ce laps de temps devrait permettre de bien préparer cette implantation et notamment d'assurer la mise en place des moyens humains et matériels nécessaires à sa réussite.

### d) Autres actions menées

La mission Haas avait pour deuxième volet de vérifier avec les comptables nationaux et les informaticiens d'AFRISTAT la bonne marche de certains outils du module ERETES ; elle a permis notamment d'examiner l'outil de projection de la matrice de consommations intermédiaires. Une proposition a été faite en vue d'intégrer la partie "DEFLATE" au module, la première partie "LEONTIEF" étant fonctionnelle. D'autres améliorations ont été apportées au module telles que l'outil "filière", la correction des bogues sur l'affichage de certains tableaux, l'extension du tableau des échanges interindustriels à 150 branches, etc.

Par ailleurs, une nouvelle version du jeu d'essai a été mise au point au cours du premier semestre 1999. Elle a notamment bénéficié de l'expérience acquise lors du séminaire de formation organisé à l'intention des comptables nationaux d'Afrique de l'Ouest (cf. 4.1.1). Cette version a été réalisée à partir de la version 2.0 du module ERETES. Déjà gravée sur CD-Rom, elle a été utilisée pour le séminaire d'initiation au module ERETES (cf. 4.1.2.) organisé à l'intention des coopérants français du secteur statistique et des experts en comptabilité nationale de la CEA.

### 3.1.2. Nomenclatures

Les activités concernant les nomenclatures se sont poursuivies par une nouvelle réunion du groupe de travail, tenue à Bamako du 10 au 14 mai 1999, et qui a permis d'examiner quelques propositions de modifications pour la nomenclature d'activités ainsi que la première version du projet de nomenclature de produits associée aux activités. Ont participé à cette réunion, les délégués de l'ensemble des 16 Etats membres d'AFRISTAT, et des représentants des banques centrales et institutions sous-régionales d'intégration économique. Ce groupe de travail a bénéficié de l'assistance d'un expert de l'INSEE.

Par la suite, on a entrepris la rédaction des notes explicatives devant accompagner ces nomenclatures d'activités et de produits.

### **3.2. Dans le domaine des prix et enquêtes auprès des ménages**

La Direction Générale a continué à suivre le travail déjà réalisé dans le cadre du Projet Prix UEMOA et a poursuivi ses efforts pour l'exécution d'un projet similaire dans les pays membres de la CEMAC. Par ailleurs, elle a également apporté son concours à d'autres pays, soit pour résoudre des problèmes ponctuels soit dans le cadre des projets d'élaboration de nouveaux indices de prix à la consommation.

#### **3.2.1. Projet Prix UEMOA**

##### **a) Séminaire d'évaluation du projet**

AFRISTAT a pris part à un séminaire d'évaluation du projet qui s'est déroulé du 3 au 5 mai 1999 dans les locaux de la BCEAO à Abidjan. Outre AFRISTAT, ce séminaire a réuni trois représentants de chaque INS, des représentants de la BCEAO et de la Commission de l'UEMOA, des représentants du Ministère français des Affaires étrangères, de l'INSEE, d'EUROSTAT et d'EuroCost.

L'ordre du jour a porté sur la présentation des résultats de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) depuis janvier 1998, le point de vue des INS sur la mise en œuvre et la diffusion de l'IHPC ainsi que sur la mise en œuvre des enquêtes et la diffusion des résultats, la présentation des résultats régionaux des enquêtes sur les dépenses des ménages et les résultats de l'audit informatique de CHAPO.

Les principales décisions prises lors de cette rencontre sont les suivantes : la création d'un comité de suivi de l'IHPC, dont fait partie AFRISTAT, qui doit se réunir au moins une fois par an, et d'un groupe de travail composé de représentants de la Commission de l'UEMOA, de la BCEAO, du Bureau de Coopération Statistique d'EUROSTAT, de l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) du Burkina Faso et d'AFRISTAT ; l'objet de ce groupe de travail est de coordonner les activités d'harmonisation dans le domaine des statistiques des prix.

##### **b) Suivi des prix**

La Direction Générale continue de suivre les travaux réalisés par les INS dont elle reçoit régulièrement les publications.

Par ailleurs, elle a apporté un appui technique à la Direction Nationale de la statistique et de l'informatique (DNSI) du Mali après le départ du responsable informatique de l'indice des prix de cet INS.

#### **3.2.2. Projet Prix CEMAC**

La phase 1 du projet a été exécutée en 1998, et il était prévu de démarrer les activités de la phase 2 au cours de l'année 1999. Cependant, aucun financement n'ayant pu être débloqué, peu d'activités ont pu être menées en 1999.

Une réunion des directeurs des INS des pays d'Afrique centrale membres d'AFRISTAT s'est toutefois tenue sur ce projet en marge de l'atelier « Stratégies de diffusion et de communication » le 20 mai 1999. Dans l'attente des suites réservées aux démarches effectuées par les Etats concernés et le Secrétariat exécutif de la CEMAC, les directeurs ont

décidé de commencer les travaux de la phase 2 du projet afin de constituer la base de l'indice en 2000. Dans cette perspective, il avait été examiné la possibilité d'organiser un séminaire méthodologique sur les relevés de prix au cours du dernier trimestre 1999.

Pour ce qui est de la composante Enquête, un séminaire a été organisé à Libreville du 12 au 23 avril 1999 sur le logiciel de traitement d'enquêtes ARIEL<sup>+</sup>PLUS. Ce séminaire a permis aux statisticiens d'enquêtes (ménages et entreprises) des pays de la CEMAC de se familiariser avec cet outil.

### 3.2.3. Autres projets Prix

#### a) Projet Prix Guinée-Bissau

Les activités prévues en 1999 n'ont pu démarrer de par la situation qui prévalait dans ce pays.

#### b) Projet Prix Cap-Vert, Guinée et Mauritanie

Le Cap-Vert, la Guinée et la Mauritanie ayant souhaité mettre en place un nouvel indice des prix à la consommation, sur le modèle de ce qui a été réalisé dans les pays de l'UEMOA, les experts en statistiques des prix et en enquêtes auprès des ménages ont effectué des missions dans ces trois pays, entre novembre 1998 et avril 1999, afin de préparer un document de projet régional.

Ce document a été soumis aux directeurs des trois INS concernés avant d'être finalisé et envoyé fin mai 1999 à la Délégation de l'Union européenne de Conakry et à la Direction Nationale de la Statistique de Guinée pour que les autorités guinéennes soumettent officiellement le projet au financement européen.

#### c) Projet Prix Comores

Conformément à la demande du Comité de direction lors de sa deuxième réunion, la Direction Générale devait préparer un projet spécifique pour les Comores. Dans ce cadre, les experts en statistiques des prix et en enquêtes auprès des ménages se sont rendus à Moroni du 7 au 12 décembre 1998. A l'issue de cette mission, un projet de mise en place d'un nouvel indice des prix a été élaboré, ce qui permettra de soumettre une requête de financement aux bailleurs. Il a été aussi recommandé de procéder d'abord à une rénovation de l'indice actuel, le nouvel indice ne pouvant être opérationnel avant dix-huit mois.

#### d) Projet Prix Djibouti

L'expert en statistiques des prix et l'expert en enquêtes auprès des ménages se sont rendus à Djibouti, du 27 mai au 10 juin 1999, sur un financement de la Banque mondiale, pour appuyer la Direction nationale de la statistique (DINAS) de ce pays dans son projet de mise en place d'un indice des prix à la consommation des ménages.

Durant la mission, l'expert en statistiques des prix a mené avec les responsables de la DINAS les activités suivantes : contrôle des prix de base, finalisation de l'application informatique, calcul du premier indice des prix (celui du mois de mai 1999) et élaboration de la première publication mensuelle. Ainsi, la phase de mise en place d'un indice des prix à la consommation au niveau national à Djibouti s'est achevée avec cette mission.

Au cours de la même mission, l'expert en enquêtes auprès des ménages a apporté un appui à la DINAS dans le cadre du projet djiboutien d'enquête auprès des ménages. Des projets de questionnaires et de documents techniques ont été élaborés. Cependant, la réalisation de

cette enquête est étroitement liée à la date de réalisation du recensement général de la population, initialement prévu pour janvier 2001. Si l'échéance est respectée, l'enquête ne pourra pas avoir lieu avant la fin de 2001. En revanche, si un retard important devait avoir lieu, l'enquête pourrait être réalisée avant la fin 2000. Les résultats de cette enquête devraient fournir, entre autres, des pondérations pour un indice des prix à la consommation plus représentatif que celui qui vient d'être élaboré.

### **3.3. Dans le domaine des statistiques agricoles**

#### **3.3.1. Atelier FAO/AFRISTAT de formation à la construction et à l'utilisation des bilans disponibilités/utilisations de produits agricoles et alimentaires et des bilans alimentaires**

La FAO et AFRISTAT ont conjointement organisé, du 12 au 16 avril 1999 à Bamako, un atelier de formation à la construction et à l'utilisation des comptes disponibilités/utilisations de produits agricoles et des bilans alimentaires. Cet atelier a connu la participation des représentants de 21 pays africains francophones et anglophones.

Le premier objectif du séminaire était de sensibiliser les participants sur l'importance des bilans alimentaires et leur utilisation comme instrument de programmation des politiques alimentaire et commerciale et de prévention des situations d'urgence dans le cadre de la sécurité alimentaire. Le deuxième consistait au renforcement des capacités de collecte, de traitement, d'analyse et de diffusion des statistiques agricoles et alimentaires dans les Etats.

L'atelier a été animé par les experts de la FAO et d'AFRISTAT.

#### **3.3.2. Assistance à la CEDEVIRHA-UDEAC**

Suite à la mission d'assistance à la Communauté Economique du Bétail, de la Viande et des Ressources Halieutiques (CEDEVIRHA-UDEAC) pour la mise en place d'un système d'information sur le commerce du bétail et de la viande en mai 1998, cette institution a demandé à AFRISTAT d'élaborer un document de projet à soumettre aux bailleurs de fonds. Ce document a été élaboré et soumis à la CEDEVIRHA au cours du mois de janvier 1999. Il a été ensuite adopté par la Conférence des Ministres de cette institution en février 1999.

#### **3.3.3. Etude méthodologique sur l'estimation de la production fruitière**

La Direction Générale a entamé au cours de l'année 1999, une recherche méthodologique sur l'estimation de la production fruitière. Cette réflexion se fait en collaboration avec les services compétents de l'Institut d'économie rurale et la Direction nationale de la statistique et de l'informatique du Mali.

Cette collaboration a permis de disposer d'informations préliminaires concernant la production fruitière (les variétés cultivées, les cycles végétatifs, les pratiques culturales, la capacité des producteurs à estimer les superficies et la production, l'organisation des producteurs, les méthodes utilisées par les chercheurs pour estimer les rendements, les variables pouvant influencer le niveau de la production etc.). A la lumière de ces éléments, une proposition de méthode statistique d'estimation de la production fruitière sera faite avant la fin de l'année 1999.

### **3.4. Secteur informel**

En 1995, le Niger a réalisé une enquête nationale sur le secteur informel. Malheureusement, des problèmes divers (insuffisance des financements, manque de ressources humaines,

etc.) n'ont pas permis à la Direction de la statistique et des comptes nationaux (DSCN) du Niger de procéder à une exploitation complète de cette enquête.

Compte tenu de l'importance de cette opération dont les résultats peuvent permettre d'améliorer la précision des estimateurs des principaux agrégats macro-économiques dans le cadre des travaux de comptabilité nationale d'une part, et d'autre part de contribuer à une meilleure connaissance du secteur informel (en milieu rural et urbain), la Direction Générale a accepté, à la demande de la DSCN, de financer une mission d'étude de deux cadres nigériens à Bamako (du 26 octobre au 6 novembre 1999) pour discuter de la poursuite de l'exploitation de cette enquête. Le but de cette mission était d'évaluer les bases de données issues de cette opération et d'examiner dans quelle mesure une exploitation approfondie pourrait encore être menée.

Au terme de cette mission, les cadres de la DSCN et l'expert d'AFRISTAT en charge du secteur informel ont tiré les conclusions suivantes :

- l'enquête comportait un certain nombre de limites sur le plan conceptuel ;
- des analyses intéressantes peuvent encore être menées à condition d'épurer les fichiers des données.

L'étape d'épuration a été entamée et la DSCN peut disposer actuellement des données corrigées sur les ménages. La prochaine étape va consister à réaliser le même travail sur les données des établissements informels avant de démarrer les travaux d'analyse.

AFRISTAT a également apporté un appui à l'Observatoire sur l'emploi et la formation (OEF) du Mali dans le cadre de la conception d'une étude sur l'évaluation des besoins de formation de l'artisanat au Mali. L'appui a consisté en la conception d'un questionnaire d'enquête et en la mise en place d'une méthodologie de sondage. Par la suite l'OEF a réalisé lui-même cette enquête et la publication des résultats était prévue pour le dernier trimestre 1999.

Par ailleurs, AFRISTAT a assisté la même institution dans le cadre de la réalisation d'une enquête nationale sur l'emploi en milieu urbain. Cette assistance a consisté en la conception d'un plan d'analyse sur « *les conditions d'activité, l'emploi et le chômage en milieu urbain au Mali* », la conception d'un questionnaire sur le modèle de la phase une de l'enquête 1-2-3 ; la conception d'une méthodologie de sondage ; le tirage de l'échantillon ; la conception des spécifications de contrôle de données sur la base du questionnaire. Compte tenu des difficultés de financement, l'OEF a décidé de restreindre le champ de l'enquête dans un premier temps à la ville de Bamako. Cette activité se poursuit actuellement avec la phase des travaux cartographiques. Si ce travail est mené à bien, il permettra une meilleure connaissance du marché du travail en milieu urbain au Mali. En outre, grâce à cette opération, on pourrait amorcer un suivi annuel, à tout le moins biennal, des principaux indicateurs de l'activité, de l'emploi, du sous-emploi et du chômage.

Un autre prolongement possible pour les années à venir pourrait être l'étude spécifique du secteur informel et même de la pauvreté en relation avec le marché du travail en collaboration avec l'Observatoire du développement humain durable et de la lutte contre la pauvreté (ODHDLP) au Mali.

### **3.5. Activités informatiques**

Suite à une interruption de la production de l'indice des prix et à la demande de la DSCN du Niger, un informaticien d'AFRISTAT a effectué une mission de dépannage informatique sur le logiciel CHAPO, du 7 au 11 décembre 1998, auprès de cette direction à Niamey. Au cours de cette mission, il a procédé à la réinstallation complète du logiciel sur le micro-ordinateur



servant au calcul de l'IHPC. De même, les experts informaticiens ont procédé au mois d'avril 1999, dans les locaux de la Direction Générale, au même type d'opérations pour le compte de la DNSI du Mali : ils ont installé le logiciel CHAPO sur un nouveau poste de travail et procédé à sa réinstallation sur un ancien poste.

Pars ailleurs, les informaticiens d'AFRISTAT ont rédigé, en collaboration avec Mme J. Haas (en mission à Bamako en décembre 1998), des notes techniques relatives à la mise à niveau des bases de données lors du passage de la Côte d'Ivoire à la nouvelle version du module ERETES. Ils ont également contribué à la rédaction d'une note technique sur la correction d'un certain nombre de bogues pour le compte de la Direction de la statistique et de la comptabilité nationale du Cameroun.

D'autres actions d'assistance technique, sous forme de conseils, ont été menées notamment des avis techniques donnés à la DGSEE du Gabon sur la définition des spécifications de son futur réseau informatique.

## 4. ACTIVITES DE FORMATION

Cette partie du rapport reprend, par domaine d'intérêt, les activités de formation menées par la Direction Générale ainsi que celles où les experts d'AFRISTAT ont eu à intervenir en qualité de formateurs.

### 4.1. Comptabilité nationale

#### 4.1.1. Séminaire de formation des comptables nationaux d'Afrique de l'Ouest

Le dernier volet de la composante C du projet Prosmic, à savoir les actions de formation (C4), a pu être entamé avec l'organisation à l'Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée d'Abidjan d'un séminaire de formation pour les comptables nationaux d'Afrique de l'Ouest. Ce séminaire s'est déroulé du 7 au 16 avril 1999. Il a bénéficié de l'assistance de M. Jean-Pierre Dablin, du Département des Relations Internationales et de la Coopération de l'INSEE.

#### 4.1.2. Séminaire d'initiation au module ERETES

Un séminaire d'initiation au module ERETES a été organisé avec l'appui financier de la Coopération française et l'appui technique de l'INSEE, à l'intention des assistants techniques français du secteur statistique, du 31 mai au 4 juin à Bamako. Y ont participé 6 assistants techniques du secteur statistique en provenance de quatre pays africains, ainsi que trois experts de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique.

Ce séminaire a permis aux participants de prendre concrètement contact avec un outil informatique qu'ils ne connaissaient pour la plupart que de manière théorique. Ils ont ainsi pu se forger une opinion plus juste sur l'intérêt du produit et sur la possibilité de son installation dans les INS où ils travaillent. Les participants au séminaire ont formulé un certain nombre de recommandations en vue d'améliorer l'efficacité du produit.

### 4.2. Emploi, secteur informel et pauvreté

#### 4.2.1. Séminaire sur l'utilisation des données sociales en politique de lutte contre la pauvreté

Le Centre de Munich pour la Statistique Economique, Environnementale et Sociale qui œuvre dans la formation et le perfectionnement des statisticiens de haut niveau des pays en développement, a organisé, du 9 au 14 novembre 1998 à Mbalmayo au Cameroun, un séminaire-atelier sur l'utilisation des données sociales en politique de lutte contre la pauvreté. Financé conjointement par le Ministère allemand de la Coopération économique et l'Union européenne, ce séminaire était organisé avec l'appui de la GTZ de Yaoundé dans le cadre du projet « *Conseil technique en politique sociale* ». Le séminaire visait trois objectifs :

- améliorer les échanges sur l'utilisation des données sur la pauvreté ;
- réfléchir à l'élaboration d'un plan d'utilisation des données pour la lutte contre la pauvreté ;
- réfléchir et discuter d'une meilleure intégration des données quantitatives et qualitatives dans les mesures prises pour la lutte contre la pauvreté.

Un expert d'AFRISTAT a participé à l'animation de ce séminaire. Sa contribution a porté sur le cadre statistique de mesure de la pauvreté, les approches quantitatives de mesure de la pauvreté et les outils nécessaires pour une analyse du phénomène.

#### 4.2.2. Séminaire sur les statistiques d'entreprise

L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) a organisé au courant du mois d'avril 1999 un séminaire de formation pour les statisticiens d'entreprise des pays d'Afrique francophone au centre de formation de l'INSEE à Libourne (CEFIL). L'expert du secteur informel d'AFRISTAT y est intervenu pendant deux jours sur le thème « *des approches méthodologiques de mesure du secteur informel* ». Il s'agissait notamment de circonscrire le secteur informel par rapport au secteur des entreprises modernes, de présenter les méthodologies statistiques permettant de le mesurer efficacement à l'aide de cas concrets.

#### 4.3. Traitement des données d'enquêtes

L'expert en enquêtes auprès des ménages et un expert informaticien d'AFRISTAT ont animé un séminaire de formation au logiciel ARIEL<sup>+</sup>PLUS organisé par l'Institut de l'Economie et des Finances (IEF) à Libreville (Gabon), du 12 au 23 avril 1999.

Financé par le Ministère français des Affaires étrangères, ce séminaire s'adressait principalement aux cadres des INS des pays de la CEMAC. Des représentants de l'Angola, de Djibouti et de Sao Tomé et Príncipe ont également pris part à cette formation.

#### 4.4. Archivage des données de recensements et enquêtes

Organisé conjointement par la Banque mondiale et AFRISTAT, un atelier de formation sur l'archivage de données de recensements et enquêtes s'est tenue à Bamako, du 24 au 28 mai 1999, avec un financement sur des fonds fiduciaires belges et luxembourgeois de la Banque mondiale.

L'atelier avait réuni 13 participants de 10 pays africains. Parmi les participants, on notait la présence des responsables des enquêtes sur les dépenses des ménages du projet IHPC de sept pays de l'UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et Togo), un cadre de la Direction de la Statistique Agricole du Togo (archivage des données et de la documentation du recensement agricole 1998), un enseignant-chercheur de l'ENSEA (archivage des données et de la documentation de l'Enquête Démographique et de Santé Maternelle 1996), un cadre de l'Institut national de la statistique et du recensement de Guinée-Bissau (archivage des données et de la documentation de l'Enquête Budget-Consommation 1993-1994), un cadre du Bureau central du recensement du Mali en prévision de la production d'un CD-Rom sur la cartographie censitaire, un consultant statisticien mauritanien et un consultant informaticien guinéen pressentis pour fournir une assistance technique future.

Cet atelier était animé par deux experts de la Banque mondiale, assistés des experts d'AFRISTAT.

Cet atelier visait les objectifs suivants :

- former les cadres des INS des pays participants au transfert sur CD-Rom des données et de la documentation d'enquêtes auprès des ménages ;
- produire le CD-Rom des enquêtes sur les dépenses des ménages réalisées en 1996 dans les capitales de sept pays de l'UEMOA ;

- former deux consultants à la production des CD-Rom appelés à assister ultérieurement les INS dans la production de CD-Rom ;
- renforcer les liens de collaboration entre la Banque mondiale et AFRISTAT en matière d'archivage et de dissémination de données d'enquêtes ;
- tester et finaliser le manuel de formation sur la production de DADE<sup>4</sup> rédigé par la Banque mondiale ;
- produire une version provisoire du CD-Rom du recensement agricole du Togo.

L'atelier essentiellement pratique, a donné l'occasion à chacun des participants de transférer sur CD-Rom, selon le modèle DADE, les données et la documentation d'une enquête au traitement de laquelle il avait participé.

Un manuel de formation, élaboré par la Banque mondiale a servi de support théorique.

La Direction Générale d'AFRISTAT a exprimé le souhait qu'un atelier similaire soit organisé au profit des pays d'Afrique centrale membres d'AFRISTAT.

---

<sup>4</sup> Le DADE (Dossier d'Analyse de Données d'Enquêtes) est un CD-Rom contenant l'ensemble des données d'une enquête ou d'un recensement sous différents formats standards, ainsi que la documentation (questionnaires, manuels, rapports, etc.) et d'autres éléments tels les programmes de traitement des données, des cartes géographiques et photos, etc. Le modèle DADE a été développé par l'Unité de suivi de la pauvreté de la Banque mondiale.

## **5. PUBLICATION, DIFFUSION ET DOCUMENTATION**

### **5.1. Recueil des textes de base d'AFRISTAT**

La Direction Générale a repris dans un document unique l'ensemble des textes de base d'AFRISTAT. Intitulé "*Recueil des textes de base d'AFRISTAT*", cet ouvrage comprend : le traité portant création d'AFRISTAT, l'accord de siège, les règlements intérieurs des organes statutaires, le règlement financier et comptable, le statut du personnel ainsi que l'organisation des services de la Direction Générale.

### **5.2. Etat des réflexions sur les principes fondamentaux de la statistique publique**

Dans le cadre de la sensibilisation et de la vulgarisation des bonnes pratiques en matière statistique, AFRISTAT va publier au cours du dernier trimestre 1999, dans sa série "Etudes", un deuxième ouvrage intitulé "*Etat des réflexions sur les principes fondamentaux de la statistique publique*".

### **5.3. Guide méthodologique pour l'élaboration d'un indice des prix à la consommation**

Dans le cadre du Projet Prix UEMOA, AFRISTAT avait été chargé de finaliser le document « Indice des prix UEMOA, Théorie et pratique » et d'en assurer l'impression à Bamako. Ce document sous le timbre de la Commission de l'UEMOA, de 316 pages, a été finalisé, édité en trois cents exemplaires et largement diffusé en avril 1999.

AFRISTAT a également été chargé d'assurer l'impression de la publication régionale des résultats des enquêtes sur les dépenses des ménages de la capitale, intitulée « La consommation et l'emploi dans les capitales des pays de l'UEMOA ». Ce document de 40 pages, tiré en cinq cents exemplaires, devrait être diffusé avant la fin de l'année 1999.

Quant aux publications nationales des résultats de ces enquêtes, seuls quatre pays les ont diffusées : le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Niger.

### **5.4. La lettre d'AFRISTAT**

La Direction Générale a continué la publication régulière de *La lettre d'AFRISTAT*. Les numéros 8 et 9 ont été tirés respectivement en 800 et 1200 exemplaires et largement diffusés. Au début de l'année 1999, elle a procédé à une révision de sa ligne éditoriale avec comme principaux objectifs :

- informer le lecteur sur les principales activités d'AFRISTAT ;
- devenir un organe de liaison du réseau AFRISTAT constitué des INS des Etats membres ;
- être une tribune de suggestions et de débats sur des thèmes intéressant les INS.

Des légères modifications ont été apportées à son format.

La nouvelle réforme a pris effet à partir du numéro 9 (mai 1999).

Enfin, *La lettre d'AFRISTAT* deviendra une publication trimestrielle à compter de janvier 2000.

## **5.5. Activités de documentation**

### **5.5.1. Acquisitions d'ouvrages et de périodiques**

Au cours de la période sous revue, la Direction Générale a poursuivi ses efforts pour enrichir le fonds documentaire du centre de documentation d'AFRISTAT. C'est ainsi qu'elle a reçu gratuitement de l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE, Paris) de nombreux ouvrages couvrant les domaines de la statistique, de l'économie et de la mathématique. Plusieurs ouvrages spécifiques de la collection "*Economica*" ont été aussi commandés et certains sont déjà disponibles au centre de documentation. D'autres publications des organisations internationales notamment le BIT et la FAO ont été commandées et livrées. Par ailleurs, la Direction Générale s'est abonnée à plusieurs revues périodiques d'information générale et spécialisées notamment en économie et en informatique.

Dans le cadre de la collecte des données qu'elle a entreprise pour alimenter son site Web, la Direction Générale a reçu de nombreuses publications des INS des Etats membres qu'elle mettra ensuite à la disposition du centre de documentation.

### **5.5.2. Bases de données**

Le centre de documentation gère actuellement trois bases de données avec le logiciel CDS/ISIS :

- la base de données AFRIST (350 références bibliographiques) constituée de documents récents (moins de 10 ans) disponibles sur les étagères de la salle de lecture ;
- la base de données RAPMI constituée de rapports de mission des experts et des consultants d'AFRISTAT (actuellement plus de 140 rapports) ;
- la base de données ARC (plus de 400 documents d'archives sur les Etats membres d'AFRISTAT).

## **6. AUTRES ACTIVITES**

### **6.1. Actualisation des informations sur l'état des systèmes statistiques nationaux**

Les enquêtes annuelles sur les activités et les conditions de travail des INS des Etats membres se sont poursuivies et ont porté sur les années 1997 et 1998.

Le questionnaire de l'année 1997 avait été adressé aux INS en octobre 1998 ; la première version de la publication a été envoyée aux INS pour observation.

En ce qui concerne l'année 1998, le questionnaire 1998 a été préparé avec une légère innovation par rapport aux questionnaires antérieurs qui porte sur les publications des autres intervenants du système statistique national. Il a été adressé début avril aux seize INS des Etats membres et la plupart ont déjà répondu. La publication sera disponible avant la fin de l'année 1999.

### **6.2. Enquête sur l'état des systèmes d'informations agricoles et alimentaires dans les Etats membres d'AFRISTAT**

Au cours de la période, la Direction Générale a continué à recevoir les questionnaires de l'enquête remplis par les INS.

Ces questionnaires comportaient un volet recensement des services et institutions dont le rôle principal est la collecte, le traitement, l'analyse et la publication des statistiques agricoles et alimentaires et un deuxième volet sur l'existence et le niveau de la coordination statistique dans le secteur de l'agriculture et de l'alimentation.

Une partie des informations a été exploitée pour la rédaction d'une communication, sur le thème "La coordination du système d'informations agricoles et alimentaires dans les Etats membres d'AFRISTAT, constat et propositions d'amélioration pour une meilleure prise en compte de l'élaboration des statistiques du secteur ", présentée à l'atelier sur les comptes disponibilités / utilisations et les bilans alimentaires (cf. 3.3.1.).

Le traitement est en cours, et la première version d'une publication sur la configuration du système d'informations agricoles et alimentaires dans chaque pays contenant les types d'informations disponibles et un répertoire des services producteurs ainsi que des informations sur le niveau d'organisation et de coordination des systèmes est déjà disponible.

### **6.3. Réalisation d'une étude sur les parités de pouvoir d'achat dans quinze pays membres de l'ASECNA**

Au cours du premier trimestre 1999, la Direction Générale d'AFRISTAT a été sollicitée par l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) pour réaliser, en association avec EuroCost, une étude sur les parités de pouvoir d'achat entre les Etats membres de l'ASECNA.

A cet effet, les experts en statistiques des prix et en enquêtes auprès des ménages se sont rendus à Luxembourg (siège d'EuroCost), du 4 au 7 janvier 1999 pour :

- préparer une proposition conjointe d'offre de service à soumettre à l'ASECNA ;
- mettre au point la méthodologie de l'étude ;

- et effectuer la répartition des tâches entre les deux institutions exécutantes.

AFRISTAT a été chargé de la collecte des données sur le terrain dans les quinze pays africains membres de cette organisation. Les INS des pays concernés, par l'intermédiaire des consultants nationaux, sélectionnés par les directeurs des INS, ont activement pris part à cette phase de l'étude.

Les données collectées sur les prix relatives aux variétés retenues ainsi que les pondérations correspondantes ont fait l'objet de contrôles de qualité au niveau d'AFRISTAT avant leur transmission à EuroCost, chargé du traitement informatique.

Enfin, un rapport final de l'étude a été rédigé conjointement par les deux institutions et transmis à l'ASECNA dans les délais contractuels.

#### **6.4. Etude sur les statistiques des prix dans les pays membres d'AFRISTAT**

Une étude sur les prix dans les Etats membres d'AFRISTAT a été inscrite dans le programme de travail de 1999. En attendant la mise en œuvre d'une base de données générales pour AFRISTAT, l'expert en statistiques des prix a stocké les données sur les indices des prix sur une feuille de calcul Excel.

L'étude, initiée au cours du premier semestre 1999 par la collecte et la préparation des données, doit être publiée durant le quatrième trimestre 1999.

#### **6.5. Dans le domaine du secteur informel**

Une étude légère a été menée sur l'usage en Afrique subsaharienne des concepts habituellement utilisés pour la mesure de l'emploi. Elle visait essentiellement à confronter la pratique des divers intervenants dans ce domaine et les concepts recommandés par des instances spécialisées en la matière notamment par le Bureau international du travail (BIT).

Les conclusions de cette étude laissent apparaître que ce soit l'activité, l'emploi, le sous-emploi ou le chômage, les normes internationales ne sont pas toujours maîtrisées et par conséquent, les résultats trouvés sont en général biaisés. Ces conclusions montrent une fois de plus la nécessité de l'harmonisation au niveau de la sous-région. Cette étude a été présentée en avril 1999 au colloque sur «enquêtes et systèmes d'information» qui s'est tenu à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Dans le cadre des travaux du programme PARSTAT, la Direction Générale d'AFRISTAT a finalisé les questionnaires des deux premières phases de l'enquête envisagée dans les pays de l'UEMOA sur l'emploi et le secteur informel en milieu urbain. Il ne restera qu'à les adapter à la situation spécifique de chaque pays lors du démarrage des travaux.

Sur un autre plan, la Direction Générale a entrepris depuis mai 1999 de rassembler toute la documentation existante sur les travaux réalisés sur l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres en vue d'en dresser un bilan. Les quelques informations déjà reçues ne permettent pas encore une analyse pertinente de la situation. Ce travail se poursuivra au cours des prochains mois.

#### **6.6. Activités informatiques**

La Direction Générale a réalisé au cours du premier semestre 1999 une étude pour l'installation de son réseau informatique. L'étude a donné lieu à l'élaboration d'un dossier d'appel d'offres pour l'installation de ce réseau. Une société de la place a été adjudicatrice de ce marché dont les travaux d'exécution doivent se terminer au premier trimestre 2000.



Dans le cadre de la mise en place des banques de données, les informaticiens d'AFRISTAT ont effectué en mai 1999 une mission d'étude auprès de l'INSEE, d'EUROSTAT et de l'OCDE. La documentation ramenée est en cours de synthèse en vue de définir les choix d'AFRISTAT dans ce domaine.

Enfin, les informaticiens ont apporté un appui logistique aux différents séminaires organisés par la Direction Générale d'AFRISTAT.

#### **6.7. Colloque francophone sur le thème « *Enquêtes et systèmes d'information* »**

Du 27 au 30 avril 1999, s'est tenu à Abidjan (Côte d'Ivoire), un colloque sur le thème « *enquêtes et systèmes d'information* ». Il était organisé par l'Association internationale des statisticiens d'enquêtes (AISE), l'Institut de recherche pour le développement (IRD), la Société française de statistique, l'ENSEA et AFRISTAT dont le Directeur Général assurait la présidence du Conseil scientifique.

Plusieurs communications y ont été présentées ; celles-ci étaient axées sur les points suivants :

- le développement des systèmes d'information ;
- l'évolution des pratiques et modes de collecte de l'information ;
- les nouveaux développements pour le traitement et la diffusion de l'information ;
- la statistique en entreprise.

Les quatre experts d'AFRISTAT présents à ce colloque y ont présenté chacun une communication.

AFRISTAT avait également financé la participation des représentants des INS de cinq Etats membres (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Gabon et Tchad) et d'un représentant du CILSS.

## **7. MISSIONS ET PARTICIPATION D'AFRISTAT AUX REUNIONS ORGANISEES PAR DES PARTENAIRES**

Au cours de la période sous revue, les experts d'AFRISTAT ont effectué plusieurs missions dans le cadre de leurs activités. En général ces missions avaient trait soit à la formation des experts, soit à la participation aux réunions auxquelles AFRISTAT était convié ou alors à la participation à des séminaires en qualité d'animateurs.

Ces missions ont été financées par le budget propre d'AFRISTAT, les bailleurs de fonds notamment la Coopération française et la Banque mondiale ou par l'institution invitante.

L'annexe 1 donne pour chaque mission effectuée :

- l'objet ;
- le lieu ;
- la période ;
- la source de financement ;
- les noms des experts ayant effectué la mission.

En complément, l'annexe 2 reprend, suivant les mêmes critères, la liste des réunions, non organisées par AFRISTAT, et auxquelles ses experts ont pris part.

## **CONCLUSION**

Dans l'ensemble et malgré quelques difficultés, la Direction Générale d'AFRISTAT continue d'exécuter son programme de travail 1999. D'ici la fin de l'année, il lui sera possible de réaliser l'essentiel des actions inscrites audit programme.

Cependant, on ne saurait s'arrêter uniquement sur cette note positive et occulter les difficultés rencontrées pour la mise en œuvre du Programme statistique minimum commun sur lequel la plupart des INS fondent leurs espoirs pour la dynamisation de leurs activités.

Les nouvelles orientations de ce programme proposées par les partenaires ne remettent pas en cause la pertinence de ce qui est déjà fait ; elles en renforcent les objectifs tout en élargissant les charges potentielles. Au cours du premier semestre 2000, la version définitive de ce programme devrait être adoptée par le Conseil des Ministres d'AFRISTAT, et des efforts devront être déployés pendant la même année pour la recherche des financements afin d'assurer le démarrage effectif des activités en 2001. Pour cela, AFRISTAT et les INS auront besoin de l'engagement des gouvernements des Etats membres, de l'appui des organisations régionales et sous-régionales d'intégration économique et des concours sous toutes les formes des partenaires.

# **ANNEXES**

**Annexe 1 : Liste des missions (non compris les réunions) effectuées par les experts d'AFRISTAT entre septembre 1998 et août 1999**

N°	OBJET	LIEU	PERIODE	INSTITUTION DE FINANCEMENT	EXPERTS CONCERNES
01	Mise en œuvre du devis- programme du PARSTAT (volets comptabilité nationale et secteur informel)	Ouagadougou	16-18 septembre 1998	AFRISTAT	Lamine DIOP Hubert GBOSSA Prosper BACKINY YETNA
02	Mission conjointe Ministère français des Affaires étrangères / INSEE / AFRISTAT sur la coopération avec la CEA dans le domaine de la statistique	Addis-Abeba	05-11 octobre 1998	AFRISTAT	Lamine DIOP
03	Assistance technique dans le cadre du Projet Prix UEMOA	Dakar	20-23 octobre 1998	AFRISTAT	Alain BRILLEAU
04	Assistance technique dans le cadre du Projet Prix UEMOA	Abidjan	26-30 octobre 1998	AFRISTAT	Alain BRILLEAU
05	Présentation d'un jeu d'essai du module ERETES	Munich Luxembourg	26 octobre-4 novembre 1998	CDG (Munich)	Hubert GBOSSA
06	Préparation d'un projet d'élaboration d'un nouvel indice des prix à la consommation	Conakry	17-21 novembre 1998	AFRISTAT	Alain BRILLEAU Paul-Henri WIRRAKOSKI
07	Dépannage informatique	Niamey	07-11 décembre 1998	AFRISTAT	Jean-Pierre BACHELART
08	Préparation d'un projet d'élaboration d'un nouvel indice des prix à la consommation	Moroni	07-12 décembre 1998	Coopération française	Alain BRILLEAU Paul-Henri WIRRAKOSKI
09	Harmonisation des PIB prévisionnels dans les Etats membres de l'UEMOA (1 <sup>ère</sup> mission circulaire)	Dakar Ouagadougou Niamey Bamako	09-23 décembre 1998	UEMOA (PARSTAT)	Eric METREAU
10	Finalisation de la mise en place d'un indice national des prix à la consommation	Antananarivo	14 -18 décembre 1998	Coopération française	Alain BRILLEAU
11	Identification informatique dans le cadre de l'implantation du module ERETES à la DNSI	Bamako	14 -18 décembre 1998	AFRISTAT	Komi Akolly AMEGASHIE Jean-Pierre BACHELART Hubert GBOSSA
12	Relance des travaux de comptabilité nationale en Côte d'Ivoire au moyen du module ERETES	Abidjan	22-29 décembre 1998	AFRISTAT	Hubert GBOSSA
13	Préparation de l'étude conjointe AFRISTAT-EuroCost sur les coefficients des salaires de l'ASECNA	Luxembourg	04-07 janvier 1999	AFRISTAT	Alain BRILLEAU Paul-Henri WIRRAKOSKI
14	Harmonisation des PIB prévisionnels dans les Etats membres de l'UEMOA (2 <sup>e</sup> mission circulaire)	Cotonou Lomé Abidjan	07-15 janvier 1999	UEMOA (PARSTAT)	Hubert GBOSSA

**Annexe 1 : Liste des missions (non compris les réunions) effectuées par les experts d'AFRISTAT entre septembre 1998 et août 1999 (suite)**

N°	OBJET	LIEU	PERIODE	INSTITUTION DE FINANCEMENT	EXPERTS CONCERNES
15	Préparation d'un projet d'élaboration d'un nouvel indice de prix à la consommation	Nouakchott	12-21 janvier 1999	AFRISTAT	Paul-Henri WIRRANKOSKI
16	Implantation ERETES	Bamako	25-28 janvier 1999	AFRISTAT	Hubert GBOSSA Eric METREAU
17	Travaux de comptabilité nationale en Côte d'Ivoire au moyen du module ERETES	Abidjan	1 <sup>er</sup> -5 mars 1999	AFRISTAT	Hubert GBOSSA
18	Implantation du module ERETES d'aide à l'élaboration des comptes nationaux	Bamako	08-12 mars 1999	AFRISTAT	Hubert GBOSSA
19	Mission d'information auprès du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale	Washington, D.C.	08-13 mars 1999	AFRISTAT	Lamine DIOP
20	Etude auprès de la Division des statistiques agricoles du Sénégal sur le Recensement national de l'agriculture	Dakar	13-20 mars 1999	AFRISTAT	Eloi OUEDRAOGO
21	Formation à la programmation événementielle et à l'administration des bases de données PROGRESS et formation à ERETES	Paris	15-03 avril 1999	AFRISTAT	Komi Akolly AMEGASHIE
22	Séminaire de formation au module ERETES et aux méthodes harmonisées d'élaboration des comptes nationaux	Abidjan	07-16 avril 1999	AFRISTAT (PROSMIC)	Hubert GBOSSA Eric METREAU
23	Séminaire de formation au logiciel de traitement d'enquêtes statistiques ARIEL+PLUS	Libreville	12-23 avril 1999	Coopération française	Komi Akolly AMEGASHIE Paul-Henri WIRRANKOSKI
24	Préparation d'un projet d'élaboration d'un nouvel indice des prix à la consommation	Praia	13-16 avril 1999	AFRISTAT	Alain BRILLEAU
25	Séminaire sur la statistique d'entreprise	Paris Libourne	17-24 avril 1999	Coopération française	Prosper BACKINY YETNA
26	Mission d'étude sur les banques de données	Paris Luxembourg	03-12 mai 1999	AFRISTAT	Komi Akolly AMEGASHIE Jean-Pierre BACHELART
27	Comptes nationaux au Tchad : bilan et perspectives	N'Djamena	22 avril-02 mai 1999	AFRISTAT	Eric METREAU
28	Implantation ERETES	Bamako	24-28 mai et 7-9 juin 1999	AFRISTAT	Hubert GBOSSA Eric METREAU
29	Stage sur la statistique d'entreprise organisé par le CEFIL et entretiens à l'INSEE	Libourne Paris	26 avril-9 mai 1999	Coopération française	Lamine DIOP
30	Publication du premier indice des prix à la consommation de Djibouti et préparation de l'enquête djiboutienne auprès des ménages avec volet consommation	Djibouti	28 mai-10 juin 1999	Banque mondiale	Alain BRILLEAU Paul-Henri WIRRANKOSKI

**Annexe 1 : Liste des missions (non compris les réunions) effectuées par les experts d'AFRISTAT entre septembre 1998 et août 1999 (suite et fin)**

N°	OBJET	LIEU	PERIODE	INSTITUTION DE FINANCEMENT	EXPERTS CONCERNES
31	Discussions avec le SYFED pour l'hébergement du site Internet d'AFRISTAT	Abidjan	09-13 juin 1999	AFRISTAT	Lamine DIOP Jean-Pierre BACHELART Fatima BOUKENEM
32	Réunion du groupe de travail sous-régional pour l'Afrique centrale-Comores (Comptabilité nationale)	Douala	14-25 juin 1999	AFRISTAT (PROSMIC)	Hubert GBOSSA Eric METREAU
33	Vérification de la cohérence de la base 1996 et basculement en année courante	Abidjan	04-07 juillet 1999	AFRISTAT	Hubert GBOSSA
34	Transfert du dossier "PIB plus comparables" à la Commission de l'UEMOA	Ouagadougou	14-16 juillet 1999	AFRISTAT	Hubert GBOSSA Eric METREAU
35	Représenter AFRISTAT à la levée du corps du regretté M. Sylvain GUESSAN-BI Kouassi	Abidjan	15-16 juillet 1999	AFRISTAT	Martin BALEPA
36	Suivi de l'enquête aréolaire pilote dans le département de Diourbel (Sénégal)	Dakar	17-24 juillet 1999	AFRISTAT	Eloi OUEDRAOGO

**Annexe 2 : Liste des réunions (non organisées par AFRISTAT) auxquelles les experts d'AFRISTAT ont pris part de septembre 1998 à août 1999**

N°	OBJET	LIEU	PERIODE	INSTITUTION DE FINANCEMENT	EXPERTS CONCERNES
01	Séminaire organisé par l'INSEE pour les assistants techniques du secteur plan-statistique ; Rencontre franco-britannique sur la coopération statistique	Paris	02-11 septembre 1998	AFRISTAT	Lamine DIOP
02	Réunion semestrielle des Ministres de l'économie et des finances de la Zone Franc	Paris	30 septembre-04 octobre 1998	AFRISTAT	Lamine DIOP
03	Séminaire pour l'adoption d'un manuel de concepts harmonisés dans le cadre du programme PARSTAT	Ouagadougou	19-21 octobre 1998	UEMOA (PARSTAT)	Prosper BACKINY YETNA
04	Séminaire sur le Système général de diffusion des données du Fonds monétaire international	Yaoundé	19-23 octobre 1998	AFRISTAT	Martin BALEPA
05	Atelier régional sur l'utilisation des données sociales en politique de lutte contre la pauvreté	Mbalmayo (Cameroun)	06-16 novembre 1998	CDG (Munich)	Prosper BACKINY YETNA
06	Comité d'organisation du colloque "Enquêtes et systèmes d'information"	Abidjan	29 novembre-1 <sup>er</sup> décembre 1998	AFRISTAT	Lamine DIOP
07	Cours de conception de pages Web et utilisation des réseaux électroniques	Dakar	07-18 décembre 1998	CTA /AFRISTAT	Fatima BOUKENEM
08	Séminaire EUROSTAT/UEMOA sur la convergence statistique	Ouagadougou	04-08 janvier 1999	UEMOA	Lamine DIOP Eric METREAU
09	Atelier FMI/ONU sur les meilleures pratiques en statistique	Singapour	11-14 janvier 1999	AFRISTAT	Lamine DIOP
10	Première réunion du Comité de pilotage du Programme d'appui FED à AFRISTAT (Projet PROSMIC)	Luxembourg	17-19 janvier 1999	AFRISTAT	Lamine DIOP Eric METREAU
11	30 <sup>ème</sup> session de la Commission de statistique des Nations unies	New York	1 <sup>er</sup> -05 mars 1999	AFRISTAT	Lamine DIOP
12	Forum sur la compétitivité des économies africaines	Dakar	02-06 mars 1999	AFRISTAT	Prosper BACKINY YETNA
13	Réunion semestrielle des Ministres de l'économie et des finances de la Zone Franc	Dakar	19-23 avril 1999	AFRISTAT	Lamine DIOP Martin BALEPA
14	Colloque sur le thème : "Enquêtes et systèmes d'information en Afrique francophone"	Abidjan	26 avril-30 avril 1999	AFRISTAT	Lamine DIOP Prosper BACKINY YETNA Alain BRILLEAU Paul-Henri WIRRANKOSKI
15	Séminaire "Union douanière et statistique du commerce extérieur : les expériences de l'Union européenne et de l'UEMOA"	Abidjan	28 avril-30 avril 1999	AFRISTAT	Alain BRILLEAU



**Annexe 2 : Liste des réunions (non organisées par AFRISTAT) auxquelles les experts d'AFRISTAT ont pris part de septembre 1998 à août 1999 (suite et fin)**

N°	OBJET	LIEU	PERIODE	INSTITUTION DE FINANCEMENT	EXPERTS CONCERNES
16	Séminaire d'évaluation du projet harmonisation des indices des prix à la consommation dans les pays de l'UEMOA	Abidjan	03-05 mai 1999	AFRISTAT	Martin BALEPA Alain BRILLEAU Paul- Henri WIRRANKOSKI
17	Conférence nationale sur la réforme du système statistique tunisien	Tunis	13-16 mai 1999	AFRISTAT	Lamine DIOP
18	Neuvième réunion du Comité de coordination pour le développement de la statistique en Afrique (CASD) et première réunion du Comité de l'information pour le développement	Addis-Abeba	22 juin-03 juillet 1999	AFRISTAT	Martin BALEPA
19	Atelier organisé par la FAO, la Banque mondiale et le Département de l'agriculture des Etats unis sur le renforcement des systèmes nationaux de statistiques alimentaires et agricoles en Afrique	Conakry	23 au 25 juin 1999	AFRISTAT	Eloi OUEDRAOGO
20	16 <sup>e</sup> session de la Commission des statistiques agricoles pour l'Afrique (FAO)	Conakry	25 juin-1 <sup>er</sup> juillet 1999	AFRISTAT	Lamine DIOP Eloi OUEDRAOGO
21	52 <sup>e</sup> session de l'Institut international de la statistique (IIS)	Helsinki	10-18 août 1999	AFRISTAT	Lamine DIOP

**Annexe 3 : TABLEAU RECAPITULATIF DES REALISATIONS DES PRINCIPALES ACTIVITES INSCRITES  
AU PROGRAMME DE TRAVAIL 1999**

ACTIVITES INSCRITES EN 1999	RESULTATS OBTENUS	COMMENTAIRES ET OBSERVATIONS
<b>PROJET PROSMIC / VOLET A RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL</b>		
Recherche des financements du programme PROSMIC 2000-2004	-	Programme statistique minimum commun (4 <sup>e</sup> version) non encore approuvé suite aux nouvelles orientations intervenues dans la définition du contenu de ce programme.
Missions de programmation dans les Etats membres	-	Au regard des observations ci-dessus, aucune mission de programmation n'a été effectuée dans le cadre du PROSMIC
Enquête de mise à jour des résultats de l'enquête de 1996 sur l'état des SSN	Données collectées pour les deux années 1997 et 1998	Deux rapports : « Les INS des Etats membres d'AFRISTAT en 1997 » et « Les INS des Etats membres d'AFRISTAT en 1998 » seront bientôt publiés.
Etude sur l'organisation et la gestion des SSN	-	Pour diverses raisons, cette étude n'a pas encore commencé.
Collecte des informations pour la mise en place d'un réseau des centres de documentation des INS des Etats membres d'AFRISTAT	-	Un projet de questionnaire est déjà élaboré. Dès qu'il sera finalisé, il sera envoyé aux INS avant la fin de l'année.
<b>PROJET PROSMIC / VOLET B NOMENCLATUTRES</b>		
Deux groupes de travail pour tous les Etats membres	Version améliorée de la nomenclature d'activités et projet de nomenclature de produits	Les résultats de ces travaux sont soumis à la 4 <sup>e</sup> réunion du Conseil scientifique et la 5 <sup>e</sup> réunion du Comité de direction.
<b>PROJET PROSMIC / VOLET C COMPTABILITE NATIONALE</b>		
Groupe de travail pour l'Afrique de l'Ouest	Méthodes d'élaboration des comptes selon le SCN 93 adoptées par les pays concernés	Le groupe de travail a eu lieu à Bamako (Mali) du 8 au 12 février 1999. Y ont pris part les représentants des Etats et des institutions suivants : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo, UEMOA, et BCEAO. La Guinée-Bissau n'était pas représentée.

**Annexe 3 : TABLEAU RECAPITULATIF DES REALISATIONS DES PRINCIPALES ACTIVITES INSCRITES  
AU PROGRAMME DE TRAVAIL 1999 (suite)**

ACTIVITES INSCRITES EN 1999	RESULTATS OBTENUS	COMMENTAIRES ET OBSERVATIONS
<b>PROJET PROSMIC / VOLET C COMPTABILITE NATIONALE</b>		
Groupe de travail pour l'Afrique centrale et les Comores	Méthodes d'élaboration des comptes selon le SCN 93 adoptées par les pays concernés	Le groupe de travail a eu lieu à Douala (Cameroun) du 14 au 25 juin 1999. Y ont pris part les représentants des Etats et institutions suivants : Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Tchad, Comores, CEMAC et BEAC. La Guinée Equatoriale n'était pas représentée.
Groupe de travail conjoint Synthèse des méthodes élaborées, discutées et adoptées par les INS	-	Cette réunion est reprogrammée pour le 2 <sup>e</sup> trimestre 2000.
Séminaire de formation pour les comptables nationaux d'Afrique de l'Ouest	Des comptables nationaux des INS des Etats concernés formés aux méthodes des comptes harmonisés et initiés au module ERETES	Ce séminaire a eu lieu du 7 au 16 avril 1999 à l'ENSEA d'Abidjan.
Séminaire de formation pour les comptables nationaux de l'Afrique centrale et les Comores	-	Ce séminaire aura lieu en décembre 1999 à Libreville
<b>PROJET PARSTAT / COMPTABILITE NATIONALE</b>		
Harmonisation des estimations des PIB des Etats membres de l'UEMOA	Méthode d'élaboration des "PIB prévisionnels comparables" adoptée et mise à la disposition de la Commission de l'UEMOA	La méthode a été validée au cours d'un séminaire organisé au siège de la Commission de l'UEMOA à Ouagadougou du 17 au 19 mars 1999. Le dossier technique sur cette méthode a été transféré à la Commission en juillet 1999.
Implantation du logiciel ERETES dans les INS des pays membres de l'UEMOA	Travaux démarrés en Côte d'Ivoire et au Mali	Ce volet du PARSTAT connaît un retard de démarrage. Cependant, la Côte d'Ivoire et le Mali ont sollicité l'appui d'AFRISTAT pour l'installation de ce logiciel. Les travaux sont en cours dans ces deux pays.
<b>PROJET PARSTAT / SECTEUR INFORMEL</b>		
Mise en place d'un système d'enquêtes légères sur l'emploi et le secteur informel urbain	-	Il était prévu de mener des enquêtes dans quatre pays de l'UEMOA. Ce volet du PARSTAT n'a pas démarré.

**Annexe 3 : TABLEAU RECAPITULATIF DES REALISATIONS DES PRINCIPALES ACTIVITES INSCRITES  
AU PROGRAMME DE TRAVAIL 1999 (suite)**

ACTIVITES INSCRITES EN 1999	RESULTATS OBTENUS	COMMENTAIRES ET OBSERVATIONS
<b>PROJET PARSTAT / PRIX</b>		
Indice harmonisé des prix à la consommation en Guinée-Bissau	-	Ce volet du PARSTAT n'ayant pas encore démarré, il n'a pas été possible de constituer le panier et l'année de base et de mener l'enquête sur les dépenses en Guinée-Bissau.
<b>AUTRES ACTIVITES</b>		
<b>PRIX, ENQUETES AUPRES DES MENAGES</b>		
Projet Prix CEMAC	Atelier de formation à l'utilisation du logiciel ARIEL <sup>+</sup> PLUS pour le traitement des enquêtes sur les dépenses organisé à Libreville, du 12 au 23 avril 1999 pour les experts des pays membres de la CEMAC	Faute de financement, peu d'activités ont été menées sur ce projet. Cependant, il est prévu d'organiser en novembre 1999 à Bangui un atelier de formation aux relevés des prix à la consommation en vue de la constitution de la base de l'indice harmonisé en l'an 2000 pour les Etats de la CEMAC.
Projets Prix Mauritanie/Guinée/Cap-Vert	- Document de projet préparé et transmis par les autorités guinéennes pour soumission au financement de l'Union européenne - Bilan de l'existant établi dans les trois pays	La suite de ce projet dépendra de l'aboutissement de la demande de financement soumise par les autorités guinéennes à l'Union européenne au nom des Etats concernés.
Projet Prix Djibouti	Premier indice des prix calculé et première publication mensuelle éditée en juin 1999	Un indice plus représentatif devrait voir le jour plus tard après la réalisation d'une enquête sur les dépenses des ménages prévue en 2001.
Inventaire des enquêtes dépenses récentes	-	Le rapport d'inventaire sera établi avant la fin de l'année 1999.

**Annexe 3 : TABLEAU RECAPITULATIF DES REALISATIONS DES PRINCIPALES ACTIVITES INSCRITES  
AU PROGRAMME DE TRAVAIL 1999 (suite)**

ACTIVITES INSCRITES EN 1999	RESULTATS OBTENUS	COMMENTAIRES ET OBSERVATIONS
<b>AUTRES ACTIVITES</b>		
<b>STATISTIQUES AGRICOLES</b>		
Atelier sur la construction et l'utilisation des comptes disponibilités/utilisations et bilans alimentaires	Atelier organisé et participation de 25 pays	Le rapport final de l'atelier est disponible.
Inventaire des méthodes et sources utilisées dans les pays membres d'AFRISTAT	Rapport d'inventaire établi	Le rapport est en cours de finalisation.
Etude sur l'estimation de la production fruitière	Projet de méthodologie rédigé	Le rapport d'étude est en cours de finalisation. La méthode préconisée sera ensuite testée dans les environs de Bamako au cours de l'année 2000.
<b>STATISTIQUES D'ENTREPRISES</b>		
Inventaire des méthodes et sources utilisées dans les INS	-	L'expert en statistiques d'entreprise ne prendra service qu'en septembre 1999.
<b>ETUDES MACROECONOMIQUES</b>		
Inventaire des travaux de conjoncture, de modélisation et d'élaboration des tableaux de bord effectués dans les pays membres d'AFRISTAT	-	L'expert macroéconomiste n'est pas encore en place.

**Annexe 3 : TABLEAU RECAPITULATIF DES REALISATIONS DES PRINCIPALES ACTIVITES INSCRITES  
AU PROGRAMME DE TRAVAIL 1999 (suite)**

ACTIVITES INSCRITES EN 1999	RESULTATS OBTENUS	COMMENTAIRES ET OBSERVATIONS
AUTRES ACTIVITES (suite)		
<b>ACTIVITES INFORMATIQUES</b>		
Inventaire des méthodes et outils informatiques utilisés dans les INS	-	Un questionnaire de collecte d'informations auprès des INS est en cours d'élaboration.
Travaux préliminaires à la mise en place d'une base de données au niveau d'AFRISTAT	Des missions d'information effectuées à cet effet auprès d'EUROSTAT, de l'INSEE de l'OCDE par les experts d'AFRISTAT	Etude en cours.
Mise en réseau des équipements informatiques au niveau d'AFRISTAT et mise en place des mesures et procédures de sécurisation des données (système de sauvegarde)	Une société est déjà sélectionnée pour l'installation du réseau.	Le réseau reliant les équipements informatiques d'AFRISTAT et le système de sauvegarde seront opérationnels au cours du premier trimestre 2000.
Mise en place d'un système d'archivage des bases de données (prix, comptabilité nationale, etc.)	-	La mise en place démarre bientôt. La Direction Générale dispose déjà de deux graveurs de CD-Rom et d'un scanner. La mise en place du réseau complétera le dispositif nécessaire.
Installation d'un site Internet AFRISTAT	Site Internet AFRISTAT opérationnel	L'ouverture universelle du site interviendra avant la fin de l'année 1999.

**Annexe 3 : TABLEAU RECAPITULATIF DES REALISATIONS DES PRINCIPALES ACTIVITES INSCRITES  
AU PROGRAMME DE TRAVAIL 1999 (suite)**

ACTIVITES INSCRITES EN 1999	RESULTATS OBTENUS	COMMENTAIRES ET OBSERVATIONS
AUTRES ACTIVITES (suite)		
<b>ACTIVITES INFORMATIQUES (suite)</b>		
Mise en place d'un système de gestion du parc informatique AFRISTAT	Système de gestion du parc informatique AFRISTAT opérationnel	Activité permanente.
Soutien technique aux équipes chargées de mettre en œuvre certains projets : PARSTAT (enquêtes sur le secteur informel), Projet Prix CEMAC (traitement des enquêtes sur les dépenses des ménages, formation des cadres des INS au logiciel CHAPO, etc.)	-	Les activités concernées n'ont pas démarré
Formation des informaticiens d'AFRISTAT aux outils utilisés dans le cadre des projets régionaux : CHAPO, ERETES, etc. et mise en place de la maintenance de premier niveau	Un (1) expert formé sur CHAPO Un (1) expert formé sur ERETES Maintenance de premier niveau de ERETES mise en place	Il importe de rappeler que la maintenance de premier niveau du logiciel CHAPO a été transférée en mai 1999 à la Commission de l'UEMOA.
Recensement des besoins en formation du personnel d'AFRISTAT et mise en place d'un programme de formation	-	Activité en cours.

**Annexe 3 : TABLEAU RECAPITULATIF DES REALISATIONS DES PRINCIPALES ACTIVITES INSCRITES  
AU PROGRAMME DE TRAVAIL 1999 (suite et fin)**

ACTIVITES INSCRITES EN 1999	RESULTATS OBTENUS	COMMENTAIRES ET OBSERVATIONS
AUTRES ACTIVITES (suite)		
<b>PUBLICATION ET DIFFUSION</b>		
Publication de trois numéros de <i>La lettre d'AFRISTAT</i>	Trois numéros publiés 8, 9 et 10	-
Publication du répertoire des archives	-	Activité en cours.
Publication du recueil des textes de base d'AFRISTAT pour l'année 1997	Recueil des textes publié	-
Publication d'un recueil de principales données statistiques élaborées par les SSN des Etats membres d'FRISTAT	-	La validation des données collectées auprès des SSN des Etats membres d'AFRISTAT est en cours.
Publication d'une étude sur les statistiques des prix à la consommation dans les Etats membres d'AFRISTAT	-	Etude sur les prix en cours
Recueil des lois nationales sur la production statistique	-	La collecte de tous les textes n'est pas encore achevée.



**Annexe 4 : TABLEAU RECAPITULATIF DES REALISATIONS DES PRINCIPALES ACTIVITES NON INSCRITES  
AU PROGRAMME DE TRAVAIL 1999**

ACTIVITES REALISEES EN 1999	RESULTATS OBTENUS	COMMENTAIRES ET OBSERVATIONS
<b>ARCHIVAGE</b>		
Atelier d'archivage des données sur CD-Rom	13 responsables d'enquêtes des INS des Etats de l'UEMOA, de la Guinée et de la Mauritanie ainsi que 2 experts d'AFRISTAT et 1 de l'ENSEA formés	A l'occasion de cet atelier, AFRISTAT s'est équipé de deux graveurs de CD-Rom et d'un scanner et s'est doté des logiciels correspondants.
<b>PRIX</b>		
Etude sur les parités de pouvoir d'achat dans les 15 pays de l'ASECNA	Etude réalisée et rapport déposé.	L'étude a été réalisée conjointement avec EuroCost avec l'appui des consultants nationaux sur le terrain dans les 15 Etats membres de l'ASECNA.